

RAPPORT 20 ANNUEL 16

25^{ans}

1992 - 2017

2016 en images...



Table des matières

À PROPOS DU GOREE INSTITUTE	05
LISTE DES ACRONYMES	06
MOT DU DIRECTEUR EXÉCUTIF	07
I. REVUE DES PROGRAMMES	11
A. Consolidation de la Paix et Prévention des Conflits en Afrique de l'Ouest.....	12
Prévention du radicalisme et de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest	12
Leadership des jeunes et prévention des conflits en Afrique de l'Ouest.....	15
Médias et Prévention des Conflits en Afrique de l'Ouest	18
Gouvernance des Ressources Naturelles et Prévention des Conflits en Afrique de l'Ouest.....	19
African Women in Action (AWA)	21
Bilan	24
B. Alliance des Initiatives africaines pour la Paix et la Stabilité en Afrique de l'Ouest	25
C. Gouvernance politique et processus électoraux	28
Rappel des Objectifs stratégiques	28
Résultats atteints	28
Activités réalisées	30
D. Plaidoyers et partenariats	41
E. Recherche et publications	43
Recherche	43
Publications	44
Médiathèque	44
II. TERAL : INSTRUMENT D'AUTOFINANCEMENT	45
III. CONCLUSION ET PERSPECTIVES.....	49
IV. CONSEIL D'ADMINISTRATION	51
V. ÉTATS FINANCIERS.....	53

À propos du Goree Institute

Le Goree Institute est né le 25 juin 1992, lors d'une cérémonie solennelle présidée par Son Excellence M. Abdou Diouf, Président de la République du Sénégal, appuyé par M. Salim Ahmed Salim, Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine. Un groupe d'Africains dévoués aux idéaux de progrès, de justice, et de liberté, croyant fermement en la coopération et en l'autosuffisance est à l'origine de la création du Goree Institute.

La proposition de l'Institut, formulée en premier lieu par le Président Abdou Diouf, est survenue au cours de la célèbre rencontre de Dakar pour la démocratie en Afrique du Sud, organisée en 1987 par les leaders de l'African National Congress (ANC) alors en exil et un groupe d'Afrikaners progressistes et libéraux. Cette rencontre, financée par la Fondation Danielle Mitterrand et la Fondation Soros, a bénéficié de la présence et du soutien d'Africains venus d'autres régions du continent et a largement contribué à l'instauration de la démocratie en Afrique du Sud en 1994 : une solution africaine à un problème africain.

Le Goree Institute est une Organisation d'Intérêt Public (OIP), indépendante, panafricaine, bénéficiant d'un statut diplomatique, garant de son intégrité. Ni son indépendance, ni son intégrité ne sont négociables : le Conseil d'Administration panafricain dans sa composition est dépositaire de l'autorité et du pouvoir de décision de l'organisation.

VISION

Le Goree Institute œuvre à l'avènement d'une Afrique paisible, juste et prospère, plus présente sur la scène internationale, dotée de sociétés engagées, d'institutions fortes et de citoyens ouverts et autosuffisants, avec des États démocratiques et efficaces, des entreprises prospères et transparentes ainsi qu'une société civile indépendante et engagée.

MISSION

Notre mission est de promouvoir l'émergence de sociétés justes, paisibles et autosuffisantes en Afrique. Nous la réalisons en nous efforçant d'élargir la gamme des paradigmes, des outils, du savoir-faire et des connaissances pouvant promouvoir l'émergence de sociétés paisibles et autosuffisantes. Dans ce but, nous renforçons également les capacités des institutions et des individus qui constituent ces sociétés et qui œuvrent pour leur établissement. Ce faisant, nous optimisons l'utilisation des ressources humaines, créatrices et financières du continent, tout en exploitant et en adaptant les meilleures pratiques venant d'ailleurs.

VALEURS

Le dévouement de l'ensemble du personnel à l'Institut et à sa mission constitue notre principal atout. L'innovation, la créativité, la pensée critique ainsi que la participation aux réseaux d'action sont, par excellence, nos valeurs, compétences et activités essentielles.

OBJECTIFS STRATÉGIQUES

Par la recherche, la facilitation et l'intervention, l'Institut vise :

- Le renforcement du dialogue politique et l'enracinement de la paix ;
- La prévention des conflits ainsi que le soutien aux personnes et institutions travaillant au niveau national, sous régional et régional pour développer une solution efficace aux problèmes sociaux et politiques liés à la consolidation de la paix ;
- L'amélioration de la gouvernance politique et des processus électoraux ;
- La mise en valeur de la créativité humaine, artistique et économique du continent.

Liste des acronymes

AAPS :	Architecture Africaine de Paix et Sécurité
ANC :	Congrès National Africain
AQMI :	Al-Qaïda au Maghreb Islamique
AWA :	Femmes Africaines en Action
CIRAD :	Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement
CISC :	Coalition Internationale des Sites de Conscience
CEDEAO :	Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest
CORDAID :	Organisation Catholique pour le Secours et le Développement AID
CPCC :	Cadre de Prévention des Conflits de la CEDEAO
GORIN :	Goree Institute
GPPAC :	Partenariat Mondial pour la Prévention des Conflits Armés
INS-CI :	Institut National de la Statistique de Côte d'Ivoire
ITIEG :	Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives en Guinée
LASPAD :	Laboratoire d'Analyse des Sociétés et Pouvoirs Afrique-Diaspora de l'Université Gaston Berger de Saint Louis (Sénégal)
OIM :	Organisation Internationale pour les Migrations
OIP :	Organisation d'Intérêt Public
ONDH :	Organisation Nationale des Droits de l'Homme
ONG :	Organisation Non-Gouvernementale
ONU :	Organisation des Nations Unies
OSC :	Organisation de la Société Civile
PBF :	Fonds pour la Consolidation de la Paix des Nations Unies
PFPC :	Plateforme des Femmes pour la Paix en Casamance
PNUD :	Programme des Nations Unies pour le Développement
REPSFECO :	Réseaux Paix et Sécurité des Femmes de l'Espace CEDEAO
RESOCIT :	Réseau Sénégalais des Observateurs Citoyens
SIDA :	Agence Suédoise de Développement International
UE :	Union Européenne
UNOWAS :	Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et du Sahel
WANEP :	Réseau Ouest Africain pour la Paix

R A P P O R T A N N U E L 2 0 1 6

MOT DU DIRECTEUR EXÉCUTIF

Mot du directeur exécutif



M. Doudou Dia
Directeur Exécutif
Gorée Institute

L'année 2016 a été une année charnière dans le domaine Paix et Sécurité mondiale à travers la ponctuation de nouveaux défis sécuritaires.

En effet, les différents attentats terroristes, qui ont eu lieu au Burkina, au Mali puis en Côte d'Ivoire, ont prouvé la nécessité d'élargir les mécanismes de consolidation de la paix et de prévention des conflits pour une meilleure implication de la société civile ainsi que leur collaboration accrue avec les forces de défense et de sécurité.

Ceci entre en droite ligne avec la mission de l'Institut qui a, au cours des 25 dernières années, pris en compte les besoins de capacitation des représentants de la société civile tout en les accompagnant pour leur participation dans les processus de paix.

L'Institut a donc pour sa part mené un travail continu placé sous l'égide de son plan d'action 2016-2018 et a su consolider ses relations avec ses partenaires de mise en œuvre.

C'est ainsi que son mécanisme d'accompagnement électoral a pu profiter aux pays hors de sa zone d'intervention d'Afrique de l'Ouest, comme l'Union des Comores, mettant en exergue l'efficacité de cette stratégie qui peut être un instrument légitime d'accompagnement du système électoral de plusieurs pays en dehors du continent.

Le processus d'accompagnement électoral en Côte d'Ivoire a bouclé son cycle à travers le transfert de compétences, étape importante pour assurer la pérennité des actions.

Le renforcement de capacité de ses partenaires leaders en Afrique de l'Ouest a été un fort accent sur lequel l'Institut s'est appesanti, valorisant ainsi le suivi à travers la mise en place de plateformes telle celle régionale des jeunes ainsi que celle des acteurs des médias. La création de comités Paix et Médiation des femmes mis en place au cours du second semestre jouera un rôle clé dans l'apaisement des tensions sur le plan local pour l'avènement d'Etats démocratiques à travers la médiation communautaire.

Le 5ème Symposium annuel a été l'occasion d'appréhender des pistes de collaboration à travers la réflexion menée par des acteurs clés de la société civile ouest-africaine ainsi que des représentants d'institutions régionales. Ce symposium, rencontre stratégique, a pu permettre à l'organisation de mesurer sa capacité de production et de partage de connaissances pour un meilleur positionnement de son Centre d'Excellence.

La mobilisation des parties prenantes aux processus de gouvernance et de paix dans les pays respectifs a été une force à travers diverses missions de terrain en Côte d'Ivoire, au Ghana et en République de Guinée.

Le plaidoyer a été mené envers les preneurs de décision, tels ceux de Guinée Bissau, dont l'instabilité politique a une fois de plus marqué le parcours atypique de ce pays.

Le Goree Institute a aussi fait ses preuves dans la génération de ressources au niveau de son programme TERAL, au sein duquel plus d'une vingtaine d'activités ont été menées tandis que de nouveaux partenaires ont été engagés.

En termes de renforcement institutionnel, l'audit mené par son bailleur institutionnel a été un moment fort de consolidation des acquis et d'évaluation de la capacité institutionnelle de l'Institut pour un meilleur positionnement dans le domaine. Un nouveau partenaire s'est joint aux bailleurs en l'occurrence la Fondation Ford, qui a cru en la capacité institutionnelle de GORIN dans la mise en œuvre de son mécanisme de suivi électoral au Ghana.

Pour l'année 2017, le Goree Institute compte mieux se positionner pour contribuer à la prise en compte des nouveaux défis sécuritaires. Le système de Monitoring et d'Évaluation de l'Institut sera redéfini et affiné afin de contribuer à une meilleure appropriation de la gestion axée sur le résultat.

L'Institut compte également renforcer la capacité technique de son staff à travers la mise en place d'un nouveau système de learning cooperative pour un partage de connaissances.

L'année 2017 est une année qui, dans le contexte historique, mérite une attention particulière. En effet, juin 2017 marquera les 30 ans de la célèbre rencontre de Dakar, précurseur de l'existence de l'Institut, matérialisant ainsi les 25 années d'existence de l'organisation.

Ce sera donc l'occasion pour l'Institut de célébrer ces dates pour mieux affiner sa vision et dresser sa feuille de route pour un autre quart de siècle ; quart de siècle qui se profile avec le déménagement de l'Institut dans ses nouveaux locaux sis à la Résidence Bibi, rue des Gourmets-BP 05, Gorée, Sénégal.

Voici donc l'occasion d'adresser les vifs remerciements de l'Institut à ses partenaires financiers, notamment l'Agence Suédoise de Développement International (ASDI), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Fonds pour la Consolidation de la Paix des Nations Unies (PBF) ainsi que la Fondation Ford, pour ne citer que ceux-là.

L'expertise de l'ensemble de l'équipe de l'Institut ne peut être occultée dans le succès noté dans la réalisation des objectifs prévus, malgré la disparition de l'un des membres de son staff en fin d'année 2016.

La confiance infaillible des Organisations de la société civile, partenaires de mise en œuvre des activités de l'Institut, est capitale et a continué de propulser l'Institut dans son rôle de capacitation, de facilitateur et de médiation.

Le personnel du Goree Institute

Construire des partenariats collaboratifs pour la promotion de communautés pacifiques et sécurisées en Afrique.
Cette devise est portée par l'ensemble du personnel du Gorée Institute

DIRECTION

Directeur Exécutif : M. Doudou DIA
doudou.dia@goreeinstitut.org

Directeur Administratif et Financier : M. Abdourahmane SOW
abdourahmane.sow@goreeinstitut.org

DÉPARTEMENT PROGRAMMES

Coordinateur du programme Gouvernance et Processus électoraux : M. Mamadou SECK
mamadou.seck@goreeinstitut.org

Coordonatrice du programme Genre, Paix et Sécurité : Mme Woré NDIAYE
wore.ndiaye@goreeinstitut.org

Coordinateur du programme Consolidation de la Paix et Résolution des Conflits : M. Frédéric NDECKY
frederic.ndecky@goreeinstitut.org

Chargée de projet Paix et Sécurité : Mme Tifenn IYAMUREMYE
tifenn.iyamuremye@goreeinstitut.org

Responsable Suivi et Évaluation : M. Koassi AKAKPO
koassi.akakpo@goreeinstitut.org

Spécialiste TIC et Édition : M. Massamba NDIAYE
massambus@hotmail.com

DÉPARTEMENT ADMINISTRATIF

Chef du département Administratif : M. Abdoul Salam WANE
abdou.wane@goreeinstitut.org

Responsable Patrimoine : M. Adama SALL
adama.sall@goreeinstitut.org

Comptable : Mme Maimouna BARRY
maimouna.barry@goreeinstitut.org

TERAL

Chef de département Téral : Mme Safietou MBODJI
safietou.mbodji@goreeinstitut.org

Chargée de l'Organisation des séminaires : Mme Maguette P. SALL NDIAYE
maguette.sall@goreeinstitut.org

Chargée de la Relation client : Mme Dieynaba THIANE
dieynaba.thiane@goreeinstitut.org

PERSONNEL TECHNIQUE

Emma NDOYE
Michelle SARR
Racine SOUMARÉ
Abdoul Aziz SARR

Abdoulaye NIANG
Ibrahima DIA
Baye Mbarick WATT

R A P P O R T A N N U E L 2 0 1 6

I

REVUE DES
PROGRAMMES

Revue des programmes

La majorité des activités du Goree Institute menées au cours de l'année 2016 ont été axées autour des programmes déployés en Afrique de l'Ouest Consolidation de la Paix et Prévention des Conflits ; Alliance des Initiatives africaines pour la Paix et la Stabilité ; Gouvernance Politique et Processus Électoraux. S'y sont ajoutés plusieurs activités de partenariat et de plaidoyer, qui ont grandement contribué à la consolidation des acquis. La recherche n'a nullement été en reste avec la publication de 5 ouvrages qui ont contribué à la production de la connaissance.



A. CONSOLIDATION DE LA PAIX ET PRÉVENTION DES CONFLITS EN AFRIQUE DE L'OUEST

Le programme Consolidation de la Paix et Prévention des Conflits a pour but de répondre aux multiples causes et conséquences des conflits en Afrique de l'Ouest, par la planification et la mise en œuvre de différentes activités de réflexion, de recherche et de renforcement des capacités. Pour y parvenir, un certain nombre de projets ont été élaborés par l'Institut.

Prévention du radicalisme et de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest

L'insécurité est devenue une question transfrontalière en n'épargnant aucun pays de la sous-région ouest-africaine. En outre, les groupes terroristes sont plus que jamais liés et leurs actions ne sont plus confinées dans des espaces définis. Ils ont adopté des modes d'opération épousant les nouveaux contours géopolitiques et profité de l'extrême porosité des frontières. Une telle configuration défiant les principes mêmes de souveraineté expose encore plus cette partie de l'Afrique. La menace terroriste n'a jamais été aussi inquiétante. Au même moment, l'extrémisme religieux gagne du terrain dans toute la sous-région, y compris dans les pays qui, jusqu'ici, semblaient être épargnés.

Les attaques terroristes de Bamako, revendiquées par le groupe Al-Mourabitoune en fin 2015 à l'hôtel Radisson Blu, qui ont fait 22 morts, suivies par celle du 15 janvier 2016 à Ouagadougou faisant 30 victimes, illustrent bien cette insécurité grandissante. Elles révèlent en même temps, la multiplicité des groupes armés et terroristes, résultant d'un radicalisme poussé et qui a pu prendre racine dans la sous-région. Désormais, la sous-région fait face à la réalité de l'extrémisme violent dû, dans certains cas, à l'embrigadement de la jeunesse par le biais d'idéologies radicales.

Conscient d'une telle situation s'aggravant de jour en jour, le Goree Institute a pris l'initiative de mener une réflexion sur « Le radicalisme religieux et les menaces en Afrique de l'Ouest : Perspectives nationales et régionales ».

Cette activité posant le premier jalon d'une initiative sous-régionale devant mobiliser des experts de haut niveau, des décideurs et différentes couches de la société civile, s'est déroulée sous la forme d'un séminaire alliant approches théoriques et formulation de recommandations opérationnelles selon une méthodologie inclusive.

Durant les deux jours qu'a duré l'atelier, conformément à l'approche régionale adoptée dans les termes de références, l'accent a été mis sur la région ouest-africaine en général et particulièrement sur six pays : le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Mali, le Niger et le Sénégal.

Dans les différentes présentations et ateliers thématiques, les questions sécuritaires majeures, notamment terroristes, ont été passées en revue en lien avec la problématique du radicalisme religieux comme source ou facteur déterminant. Une telle question dépassant largement aujourd'hui le seul cadre de l'action étatique, il a été adopté, dès le début, une méthodologie prenant en compte le rôle des autres acteurs dans la prévention et dans la lutte contre un phénomène aussi complexe.

Le constat très vite admis, lors de l'atelier, a été que les stratégies publiques classiques de règlement de cette question terroriste ont montré leurs limites. D'autant plus que les options strictement sécuritaires n'ont pas, à ce jour, produit de résultats satisfaisants. Du moins, elles n'ont pas réussi à endiguer le phénomène de l'extrémisme violent qui prend de l'ampleur dans la sous-région ouest-africaine.

Au-delà de la dimension religieuse du phénomène, le constat largement partagé a été que le radicalisme trouvait aussi ses origines dans les dysfonctionnements de l'État et les incohérences des politiques publiques productrices de marginalisations et de frustrations. Le Mali, où l'État s'est concentré sur le développement du sud, voit ainsi le nord de son territoire en proie aux conflits, avec le soulèvement de minorités ethniques ayant abouti à la proclamation d'indépendance de l'Azawad et facilitant le recrutement de soldats par l'État Islamique.

C'est en ce sens que l'atelier a pu nettement ressortir le lien intrinsèque entre ce phénomène et les questions liées à la gouvernance. Sur ce point précis, des observations pertinentes sont allées dans le sens d'une relation évidente entre radicalisation et violation des droits économiques et sociaux. Les populations des différents pays de la sous-région sont de plus en plus exposées et voient leurs droits et libertés parfois bafoués au nom de leur défense, ce qui complique plus encore leur condition d'existence avec des activités économiques réduites dans certains pays.

Une telle situation sévit actuellement au Niger notamment dans la région du lac Tchad. La lutte contre Boko Haram a occasionné l'entrave des activités économiques telles que le commerce de denrées comme le poisson et le poivron. Cette activité représentait la principale source de revenus des femmes de Diffa au Niger mais aussi de Maiduguri et des îles du lac Tchad. De ce fait des franges entières de la population sont soumises aux aléas sécuritaires et à la morosité économique ambiante ; ce qui, en soi, constitue un facteur de risques d' enrôlement de nombreux jeunes dans les rangs de Boko Haram.

Cette dimension de la question a beaucoup influé sur l'orientation des débats qui ont mis en évidence la nécessité d'une prise en charge multidimensionnelle et interdisciplinaire de la problématique de la radicalisation. Elle a, en plus, mis à nu les insuffisances de l'approche strictement sécuritaire poussant, en conséquence, à prendre en compte les aspects liés au développement mais aussi à l'importance des démarches inclusives.

Dans les différentes présentations, il est nettement apparu que, comme dans toutes les questions de gouvernance, la mise à contribution des acteurs de la société civile participe à une stratégie inclusive, ayant le mérite d'éviter de proposer des solutions inadaptées que les populations, sur le terrain, auront du mal à s'approprier. C'est ainsi que l'implication de la société civile dans ses différentes composantes a été débattue de manière transversale aussi bien dans les actions en amont en termes de prévention que pour la définition des stratégies de lutte contre l'extrémisme violent qui gagne la sous-région.

Lors des différentes interventions et débats suivant les exposés sur les six pays qui ont été étudiés (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger et Sénégal), de bonnes pratiques ont été partagées dans une démarche critique en confrontant diverses expériences dans l'approche du phénomène et de ses facteurs. Cet exercice appliqué à des pratiques et hypothèses de travail a permis de revisiter et de reconsidérer des ébauches de solutions. Ainsi, les rencontres organisées autour de cette thématique et les activités relatives, menées par plusieurs organisations comme le CORDAID (Catholic Organisation for Relief and Development AID) et le GPPAC (Global Partnership for the Prevention of Armed Conflict), ont été citées en exemple.

Après avoir fait l'état de la question et revisité les paradigmes théoriques à travers des présentations suivies de discussions, l'atelier du Goree Institute a mis l'accent, dans une démarche d'opérationnalité, sur les causes de l'extrémisme, mais également sur ses conséquences.

Ces réflexions, menées en privilégiant l'approche régionale, ont voulu partir de la réalité du terrain à travers des études de cas dans les six pays précités. Une telle démarche présentait l'avantage de pouvoir partir des réalités telles qu'analysées par des chercheurs originaires de ces pays pour aboutir à un large panorama des différents courants et tendances qui traversent la sous-région.

Pour rappel, cet atelier, qui a réuni des acteurs de la société civile africaine, des universitaires, des chercheurs et des praticiens, a permis de faire une analyse profonde du radicalisme religieux. Ainsi, il a identifié les menaces et enjeux sécuritaires, les causes et facteurs multidimensionnels de l'extrémisme violent mais aussi les enjeux politico-sécuritaires du radicalisme religieux en Afrique de l'Ouest.

En effet, le radicalisme religieux est une réalité en Afrique de l'Ouest et constitue une menace réelle pour la sécurité humaine et le processus démocratique. Les récentes attaques terroristes dans les capitales maliennes et burkinabé sont des preuves qu'aucun pays n'est à l'abri. C'est une question qui dépasse de nos jours les gouvernants et nécessite l'implication de toutes les forces vives ouest-africaines, et

particulièrement de la société civile, dont les organisations féminines. Les ripostes armées ont démontré leurs limites, donc il faudra passer à d'autres mécanismes pour éradiquer le phénomène.

L'atelier a montré l'importance de la question qui est plus qu'inquiétante pour notre monde et nécessite l'engagement de tous. Pour cela, l'initiative prise par le Goree Institute a été saluée dans les remarques conclusives et des appels ont été lancés pour que les États de la sous-région puissent s'approprier les résultats des discussions. Il a été vivement rappelé que les États et leurs partenaires devraient se servir de relais enracinés sur le terrain, car la société civile, les chercheurs et les instituts de recherche sur les questions de sécurité peuvent constituer des canaux d'alerte et de sensibilisation sur la radicalisation.

L'atelier a également relevé des moyens efficaces pour lutter contre le terrorisme : une politique de prévention par l'éducation ; le renforcement des capacités ; la résorption des inégalités ; et la promotion d'espaces de socialisation alternatifs au tout-religieux et aux surenchères ethnico-confessionnelles, qui s'avèrerait plus utile que la guerre. Agir en amont est en effet plus profitable que des interventions militaires asymétriques qui, généralement, arrivent trop tard, puisqu'elles surviennent bien après que les groupes terroristes se déploient dans de nouvelles zones de non-droit pour menacer à nouveau des États fragilisés.

Enfin, l'atelier a permis de formuler des recommandations condensées des différentes idées qui ont été émises lors de la session conclusive et à la fin des présentations, visant à permettre aux acteurs non-gouvernementaux d'apporter leurs contributions à la recherche de solutions pour éradiquer le phénomène de l'extrémisme violent. Elles s'inscrivent dans une démarche préventive, le constat ayant été fait que les interventions militaires, loin de régler définitivement le problème de la radicalisation, étaient en elles-mêmes porteuses de germes de conflits ultérieurs.

Un rapport détaillé sur l'atelier est disponible en version papier sur demande ou en version électronique sur le site www.goreeinstitut.org.

Leadership des jeunes et prévention des conflits en Afrique de l'Ouest

Le projet « **Leadership des jeunes et prévention des conflits en Afrique de l'Ouest** » a été mis en place dans le but de renforcer le leadership et la participation des jeunes dans la prévention des conflits, la consolidation de la paix et la lutte contre l'extrémisme violent au sein des pays et à travers la sous-région ouest-africaine. Le projet comporte deux volets complémentaires :

- Un volet technique est dédié au renforcement des capacités et au transfert de compétences en matière d'analyse, de gestion pacifique et de prévention des conflits, mais aussi en matière de leadership organisationnel afin de permettre aux jeunes de contribuer efficacement au processus de paix dans leurs pays ;
- Un volet de plaidoyer vise la création de synergies fortes autour des questions relatives à « la jeunesse, la paix et la sécurité », à travers la mise en place d'une « plateforme citoyenne de dialogue pour la paix, la sécurité et la cohésion sociale en Afrique de l'Ouest ».

Ce projet contribue à l'atteinte des objectifs fixés par les instruments sous-régionaux, régionaux et internationaux relatifs à « la responsabilisation de la jeunesse et son implication dans les processus de paix et de sécurité ». Il s'agit notamment : du cadre de Prévention des Conflits (CPCC), adopté par le Conseil de Médiation et de Sécurité de la CEDEAO en janvier 2008, de la Charte Africaine de la Jeunesse, adoptée par la Conférence des Chefs d'États et de Gouvernements de l'Union Africaine en juillet 2006 et, enfin, de la Résolution 2250, adoptée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies en décembre 2015.

Atelier sous-régional sur le thème : « La jeunesse face aux nouveaux défis sécuritaires en Afrique de l'Ouest », 20-22 juillet 2016

En vue de la préparation de l'atelier sous-régional, le Goree Institute a eu à déployer une mission exploratoire à Abidjan du 25 juin au 3 juillet 2016. Il s'agissait surtout de mobiliser autour du projet l'ensemble des parties prenantes du processus de paix et de cohésion sociale en cours dans ce pays,



à savoir l'État de Côte d'Ivoire¹, la CEDEAO, le Programme des Nations Unies pour le Développement, la société civile et plusieurs organisations nationales et internationales dédiées à la promotion de la jeunesse, de la paix et de la sécurité dans l'espace CEDEAO. Leurs recommandations ont été recueillies pour mieux appréhender les réalités du terrain : la mission préparatoire a permis au Goree Institute de présenter le projet et la démarche opérationnelle, puis les termes de référence visant la mise en place de la Plateforme des Jeunes pour la Paix, la Sécurité et la Cohésion Sociale en Afrique de l'Ouest de manière optimale. La pertinence et la cohérence de l'approche de l'Institut ont permis l'adhésion de tous les acteurs et institutions impliqués au projet, mais aussi de recueillir leurs recommandations pour mieux appréhender les réalités du terrain.

Cet atelier, quatrième de la série de sessions annuelles de renforcement des capacités des jeunes en leadership et prévention des conflits, s'inscrivait ainsi dans la continuité des activités menées au cours de ces cinq dernières années pour le projet « Leadership des Jeunes et Prévention des Conflits en Afrique de l'Ouest ». Placé sous le coparrainage de deux Ministères ivoiriens, l'atelier, qui

1. L'atelier a été coparrainé par le Ministère de la Solidarité, de la Cohésion sociale et de l'Indemnisation des victimes, et le Ministère de la Promotion de la jeunesse, de l'Emploi des jeunes et du Service civique.

a enregistré la participation d'une quarantaine de jeunes issus d'organisations de la société civile du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, de la Guinée Bissau, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Togo, avait pour objectif de renforcer les capacités et les compétences des jeunes bénéficiaires du programme en matière d'analyse, de gestion pacifique, de prévention des conflits et de leadership organisationnel. In fine, il s'agit d'aider ces jeunes à contribuer efficacement au processus de paix dans leurs pays.

En effet, les jeunes représentent 77,3%² de la population totale de ce pays qui se remet d'une décennie de crise politique aux effets dévastateurs pour nombre d'entre eux. Malgré ce taux prédominant de jeunes, leur participation dans les processus de paix et de cohésion sociale en cours en Côte d'Ivoire demeure marginale. Grâce à une expérience de travail dans ce pays qui remonte à 2006, le Goree Institute a une bonne maîtrise du contexte local et du terrain. Cette collaboration soutenue, notamment avec les OSCs ivoiriennes, a déjà permis la mise en place en octobre 2015 de la **Plateforme de Veille des Femmes et des Jeunes pour des Élections Apaisées et Crédibles en Côte d'Ivoire**.

Les cibles primaires de cette formation ont été les jeunes de 18 à 35 ans, membres actifs d'OSC, ONG, associations de jeunesse, conseils nationaux de jeunesse, maisons de jeunes, etc. issus des pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo. Parmi la centaine de candidats ayant manifesté leur intérêt pour cet atelier, 52 jeunes ont été retenus pour bénéficier de cette formation. Ces jeunes sélectionnés avaient déjà participé à des activités favorables à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix, soit dans le cadre de leurs structures, soit sur invitation d'une organisation dans leur pays ou à l'étranger.

Il s'agissait donc de jeunes reconnus comme leaders « potentiels » souvent appelés à intervenir sur le terrain pour le compte d'OSC et d'ONG locales ou nationales, mais qui demeurent néanmoins mal outillés pour mieux mener leurs actions et obtenir des résultats à la hauteur des attentes. En effet, renforcer les capacités de 52 jeunes plus ou moins influents vis-à-vis de leurs pairs au plan local, voire même au niveau national, permet d'assurer la démultiplication des résultats directs de l'atelier et la continuité de l'activité de renforcement des capacités à la base, pour atteindre le maximum de cibles secondaires possibles : en partageant les connaissances acquises, ne serait-ce qu'au niveau de leurs structures, ces bénéficiaires directs contribueront à la constitution d'une masse critique de jeunes conscients de leurs responsabilités et de leur rôle dans la prévention des conflits, la recherche de la paix et la cohésion sociale.

L'atelier visait deux objectifs à savoir renforcer les capacités des 52 jeunes bénéficiaires directs et les outiller en matière de leadership organisationnel, analyse et prévention des conflits ; puis faciliter la mise en place de la **Plateforme citoyenne de dialogue pour la paix et la cohésion sociale en Afrique de l'Ouest** avec un point focal dans chaque pays représenté. Ces jeunes acteurs de la paix ont ainsi vu leurs capacités renforcées et sont aujourd'hui suffisamment outillés pour contribuer efficacement aux efforts de prévention des conflits et de consolidation de la paix, dans leurs communautés, leurs pays et où qu'ils se trouvent en Afrique de l'Ouest. En plus des acquis cognitifs – nouvelles connaissances et compétences acquises en matière d'analyse et de gestion des conflits – ces jeunes ont été mis en réseau afin de mener au mieux leurs activités conjointes et de développer une dynamique collective au plan local, national voire sous-régional.

2. Selon les résultats du « Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) 2014 », publiés par l'Institut National de la Statistique de Côte d'Ivoire (INS-CI) le 5 août 2015, les jeunes représentent 77,3% de la population totale du pays.

La **Plateforme des Jeunes pour la Paix, la Sécurité et la Cohésion Sociale en Afrique de l'Ouest**, qui a été lancée lors de cet atelier, et le protocole d'entente adopté à l'unanimité sont des matérialisations de l'engagement et de la responsabilité assumés par les jeunes : ils inscrivent la nécessité de la reconnaissance du rôle essentiel de la jeunesse dans les processus de paix, de réconciliation et de cohésion sociale en Afrique de l'Ouest.

Médias et Prévention des Conflits en Afrique de l'Ouest

Le projet « **Médias et Prévention des Conflits** » a pour objectif global de renforcer la collaboration entre les médias et la société civile dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest. Il vise aussi à promouvoir une contribution des médias dans la lutte contre le radicalisme et l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest.

Atelier sous régional sous le thème : « Liberté de la presse et responsabilité des médias dans la prévention des conflits en Afrique »

Du 2 au 4 novembre 2016 s'est tenu dans les locaux de l'Institut un atelier de renforcement des capacités des journalistes dans l'analyse et la compréhension des données relatives aux conflits. Ce fut également l'occasion d'encourager les bonnes pratiques professionnelles en faveur de la prévention des conflits et de la consolidation de la paix.

L'exécution du projet a commencé en septembre 2013 par une recherche dont les résultats ont été publiés dans le livre intitulé : *Évaluation de la participation des médias dans la consolidation de la paix, la prévention des conflits et les droits de l'homme en Afrique de l'Ouest : Regards croisés d'universitaires et de journalistes professionnels*. Deux observations majeures sont à retenir de cette étude : les médias sont davantage des catalyseurs de crises et de la violence plutôt que des outils d'information et de sensibilisation en Afrique de l'Ouest ; la majorité des journalistes sur le terrain ne sont pas formés aux techniques de « reportage sensible aux conflits » pouvant leur permettre d'informer librement et objectivement, sans attiser l'incompréhension, la haine et le rejet de l'autre. Suite à cette publication, un module de formation a été développé conformément aux recommandations formulées à l'intention du Goree Institute.

Deux premiers ateliers de formation et d'échange d'expériences ont été organisés respectivement en novembre 2014 et en avril 2015. Trente journalistes et professionnels des médias en provenance du Bénin, du Burkina Faso, de Côte d'Ivoire, de Guinée, de Guinée Bissau, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Togo y ont vu leurs compétences renforcées dans l'analyse des conflits et les mécanismes de gestion pacifique des crises. L'atelier du 2 au 4 novembre 2016 s'inscrivait donc dans la continuité de la série d'activités de renforcement des capacités et de plaidoyer initiées par le Goree Institute depuis 2013 pour contribuer à endiguer le phénomène du « journalisme de haine » en Afrique de l'Ouest.

Cette formation a mis l'accent sur des exercices pratiques avec la rédaction par des participants d'une analyse critique de productions médiatiques relatives à la couverture de conflits ou de crises en Afrique, sur la base d'un corpus d'articles sélectionnés par les facilitateurs de l'atelier. Ces articles ont fait l'objet de discussions et ont été corrigés et annexés au rapport final de l'atelier.

RÉSULTATS OBTENUS

- Les participants ont pris davantage conscience de l'importance du traitement impartial de l'information dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix ;
- Les participants savent comment procéder pour faire une bonne analyse de conflit et informer le public sur des situations de conflits et de crises sans attiser la haine ou faire l'apologie de la violence ;
- Ils ont été mis en situation rédactionnelle et ont démontré leur capacité à produire des articles individuels et collectifs, sur des situations de conflits, en répondant aux critères d'impartialité et d'objectivité ;
- Une dynamique de groupe a été lancée et les participants ont créé un groupe « WhatsApp » où ils échangent des informations sur une base régulière.

Gouvernance des Ressources Naturelles et Prévention des Conflits en Afrique de l'Ouest

Le projet **Gouvernance des Ressources Naturelles et Prévention des Conflits** établi par l'Institut depuis 2013, vise à atteindre les trois objectifs spécifiques suivants : dans un premier temps, la recherche et documentation du lien de causalité entre l'exploitation ou la gestion des ressources naturelles et les conflits en Afrique de l'Ouest, avec l'établissement d'une cartographie des conflits qui y sont liés et une typologie des acteurs et de leurs positionnements dans l'espace CEDEAO ; deuxièmement, l'identification et la délimitation d'opportunités ou niches d'action pouvant améliorer l'efficacité des différentes initiatives nationales, régionales et internationales pour la paix et la sécurité en Afrique ; et troisièmement, la contribution au renforcement des capacités techniques et institutionnelles des OSCs ouest africaines pour plus d'efficacité des actions de veille et de plaidoyer en faveur d'une gouvernance des ressources plus inclusive, transparente, redevable et libérée de ses vecteurs « conflictogènes ».

Le projet a démarré par une étude menée sur le terrain entre septembre 2013 et novembre 2014 en vue d'identifier les causes structurelles des conflits dans les communautés extractives des pays de l'Union du Fleuve Mano : Sierra Leone, Libéria, Guinée et Côte-d'Ivoire. À travers cette première recherche, le Goree Institute a pu évaluer la dynamique et l'ampleur des conflits relatifs à l'exploitation et à la gestion des ressources naturelles dans ces pays particulièrement vulnérables, et la nécessité de développer des synergies fortes et d'élaborer des stratégies concertées. Les recommandations spécifiques formulées à l'intention du Goree Institute et ses partenaires sont détaillées dans le livre publié en février 2015 et ont été mises en œuvre.

Le Goree Institute a adopté une démarche participative et inclusive axée sur le renforcement des capacités, le dialogue entre les parties prenantes, la sensibilisation et le plaidoyer. Ainsi, un premier atelier sous-régional avait été tenu du 4 au 6 mai 2015 à Dakar sur l'île de Gorée à l'intention d'une vingtaine d'acteurs de la société civile en provenance des sept pays suivants : Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Niger et Sénégal. Cette première session de trois jours a permis aux bénéficiaires d'assimiler les outils d'analyse et d'approfondir leur compréhension des conflits liés

aux ressources naturelles. L'atelier a également permis d'identifier les « points chauds et les zones à risque » qui nécessitent un monitoring des crises liées à l'exploitation ou à la gestion des ressources naturelles aux niveaux communautaire, national et régional.

Toutefois, il est important de souligner que le renforcement des capacités n'est qu'une partie du travail à faire pour assurer un réel impact du projet sur le terrain par rapport aux bénéficiaires et aux changements souhaités. En effet, il est également nécessaire d'instaurer un dialogue plus ouvert entre les parties prenantes : autorités étatiques, entreprises exploitantes, société civile, communautés riveraines, etc. Ainsi, il convient de mettre en place un cadre permanent de dialogue entre les acteurs nationaux en vue du plaidoyer en faveur de la bonne gouvernance des ressources naturelles et de la prévention des conflits en Afrique de l'Ouest.

• Mission préparatoire en République de Guinée

Du 11 au 21 décembre 2016, s'est tenue une mission préparatoire en République de Guinée pour l'organisation d'un atelier régional multi-acteurs sur la gouvernance des ressources naturelles prévu en mars 2017.

Cette mission a permis de rencontrer les différentes parties prenantes, leur présenter le projet ainsi que la démarche et les résultats escomptés. Il s'est agi aussi de consulter les acteurs qui évoluent sur le terrain – les autorités étatiques compétentes, les institutions internationales, les organisations de la société civile guinéenne – afin de recueillir leurs préoccupations, leurs propositions et mêmes les critiques éventuelles à l'égard du projet.

Le choix de la République de Guinée pour abriter cet atelier a été motivé par plusieurs raisons dont deux en particulier méritent d'être soulignées. En effet, selon les chiffres de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives en Guinée (ITIEG), l'exploitation minière assure plus de 80 % des exportations du pays, environ 25 à 30% des recettes de l'État, soit 17 à 20 % du PIB. Les sociétés minières sont une source importante d'emploi salarié, tandis que l'exploitation artisanale de l'or et du diamant touche une part significative des populations rurales, notamment en Haute-Guinée et en Guinée-Forestière. Par ailleurs, ce choix est pertinent eu égard à l'expérience de travail du Goree Institute en Guinée qui remonte à plusieurs années et qui lui a permis de développer un partenariat stratégique avec les OSC et ONG guinéennes. Ainsi, en 2013, l'Institut a créé un cadre de collaboration pérenne avec les parties prenantes du processus démocratique grâce à la mise en place de la **Case de Veille électorale de la coalition des femmes et filles de Guinée pour les élections législatives du 28 septembre 2013.**

Tout en continuant d'assurer le renforcement des capacités des OSCs en matière d'analyse des conflits, la seconde phase du projet accorde une priorité au dialogue multi-acteurs et au plaidoyer pour la bonne gouvernance des ressources comme un instrument de paix et de stabilité. C'est dans ce sens que s'inscrit l'atelier sous-régional qui aura lieu en mars 2017 à Conakry, en République de Guinée. Une mission préparatoire a également permis l'organisation d'un atelier de partage des résultats d'une recherche menée en 2013 et de ceux de la phase 1 du Monitoring de la stabilité institutionnelle et de la sécurité humaine. Les 60 participants ont alors pu accroître leurs connaissances sur la gouvernance des ressources naturelles comme source d'instabilité de la Guinée.

RÉSULTATS OBTENUS

- L'agrégation d'informations est conforme aux réalités du terrain, ce qui permet d'y adapter au mieux les outils du Goree Institute ;
- Le partage d'informations avec les parties prenantes, notamment les OSCs guinéennes, a optimisé la prise en compte de leurs besoins et a permis de leur apporter l'appui technique nécessaire à l'exécution des projets relatifs au secteur des ressources naturelles ;
- Les résultats ont été optimisés lors des préparatifs pour la mise en place d'une plateforme multi-acteurs de veille sur la gouvernance des ressources naturelles en Afrique de l'Ouest ;
- Une collecte d'informations a été organisée concernant les parties prenantes, les thématiques spécifiques et les questions clés à aborder en vue de l'atelier de dialogue multi-acteurs de 2017 sur la gouvernance des ressources naturelles en Guinée et dans la sous-région.

African Women in Action (AWA)

À travers le programme AWA, le Goree Institute entend soutenir et promouvoir le leadership des femmes africaines à tous les niveaux du processus de paix, en vue de contribuer à mettre fin à la discrimination « sexospécifique » et à développer des méthodes inclusives de prévention et de gestion pacifique des conflits. Le but ultime recherché est d'atteindre une participation égale femme/homme dans les processus décisionnels formels en faveur de la paix, tant au sein des communautés qu'aux niveaux national et sous régional. Le renforcement des capacités organisationnelles des femmes est un aspect particulièrement important pour le Goree Institute, qui veille à aider les organisations de femmes à atteindre les objectifs qu'elles se fixent dans leurs plans d'action.

À long terme, ce projet vise la réalisation des dispositions de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies ; des dispositions pertinentes du Traité Révisé de la CEDEAO, en particulier l'article 63 ; les dispositions pertinentes du Cadre de Prévention des conflits de la CEDEAO (CPCC) et de l'Architecture Africaine de Paix et Sécurité (AAPS) ; ainsi que les dispositions des articles 40 à 43 du Protocole Additionnel sur la Démocratie et la Bonne Gouvernance en Afrique. À court et moyen terme, le projet permettra de renforcer les capacités d'une masse critique de femmes en matière de leadership organisationnel et de gestion des conflits. Il permettra aussi d'amener le plus grand nombre possible d'OSC et réseaux de femmes de la sous-région à intégrer dans leur planification stratégique des activités relatives aux thématiques de la prévention des conflits et de la consolidation de la paix.

Le présent projet a démarré en février 2015 par un premier atelier de formation à l'intention de 25 femmes leaders d'OSC et réseaux de neuf pays d'Afrique de l'Ouest que sont le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée, la Guinée Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo. Ces femmes leaders d'OSC étaient issues pour la plupart du Réseau Paix et Sécurité des Femmes de l'espace CEDEAO (REPSFECO) ou de ses démembrements dans les neuf pays représentés ainsi que de femmes responsables d'organisations locales ou nationales de promotion de l'égalité femme-homme ou d'autres organisations féminines travaillant pour la paix et la sécurité. Cette année, des femmes leaders de la société civile des îles des Comores se sont ajoutées aux participants, fait innovant pour l'Institut. Ayant reconnu qu'un seul atelier ne saurait suffire pour atteindre l'objectif global de ce projet, ce deuxième atelier s'est inscrit dans la suite logique du précédent.

L'objectif global du séminaire était de renforcer les capacités des participantes en matière de leadership organisationnel par l'apport de connaissances, de savoir-faire, d'outils techniques et de moyens pratiques afin, de leur permettre de partager leurs expériences, puis de les amener à formuler des recommandations à l'intention des États et de la société civile et, enfin, d'établir un plan d'action pour un plaidoyer efficace en faveur de leur pleine participation aux processus de paix aux niveaux local, national et régional.

Les participantes ont bénéficié d'une présentation sur les stratégies de gestion et de règlement de conflits. Les caractéristiques d'un bon leader ont été présentées, notamment la maîtrise de certains outils d'analyse, comme le schéma oignon, la cartographie des parties prenantes ou stakeholder map et l'introspection ou encore la capacité à motiver et insuffler la confiance en soi auprès de ses subordonnés. Les contextes en mutations et nouveaux défis sécuritaires ont également été abordés. L'atelier a été l'occasion de définir différents concepts relatifs à la résolution des conflits comme la négociation et la médiation et d'aborder les questions relatives à l'interaction avec les parties prenantes.

Ce séminaire a montré la nécessité de rompre avec l'image des femmes en tant que victimes des conflits et de les considérer comme des actrices sociales à part entière. Il est reconnu que les femmes ont toujours joué un rôle important pour le retour à la paix et le maintien de la cohésion des communautés en Afrique, mais que, malheureusement, la plupart de leurs initiatives sont demeurées invisibles. Dans l'optique d'accroître la participation et la reconnaissance des femmes dans le domaine de la paix et de la sécurité, il est nécessaire d'initier une synergie entre les différentes organisations féminines travaillant sur ces problématiques.

Les discussions et témoignages recueillis, ainsi que les expériences individuelles et collectives partagées, ont fait état de défis majeurs que les femmes devront relever, avec la collaboration des partenaires au développement pour arriver à réaliser une participation optimale en matière de paix et de sécurité.



Atelier de formation : « Leadership féminin, Médiation des conflits et Consolidation de la paix : bonnes pratiques et leçons apprises dans les pays francophones d’Afrique de l’Ouest »

L’atelier de formation sous régional a été organisé dans le cadre du programme de l’Institut « African Women in Action for Peace and Security », du 11 au 13 mai 2016. C’est le deuxième élément d’une série d’activités prévue dans le cadre du programme AWA pour contribuer au renforcement du leadership des femmes dans les processus de paix en Afrique.

RÉSULTATS OBTENUS

- Les capacités techniques des participantes ont été renforcées dans l’analyse des conflits et des nouvelles menaces sécuritaires notamment liées au radicalisme violent dans un contexte national et sous régional ; en leadership organisationnel, d’approche genre et de médiation des conflits en Afrique de l’Ouest ;
- L’initiative a été rendue ouverte à travers l’implication des Comores dans le processus ;
- Les femmes ont partagé leurs expériences, les bonnes pratiques et les leçons apprises de leur participation dans les processus de paix en Afrique et dans le monde ;
- Elles ont formulé des recommandations conjointes à l’intention des États et de la société civile et ont pris des initiatives sous la forme d’un plaidoyer en faveur de la Guinée Bissau à travers une déclaration traduite en Portugais et partagée sur les réseaux sociaux ;
- Le réseautage a été initié et renforcé à travers une plateforme de communication sous forme d’échanges spontanés et fréquents par email avec les participantes du premier atelier de formation ;
- La mise en œuvre de cette formation est rendue active grâce à l’implication des femmes dans la mise en place des comités de médiation sur le plan communautaire.

Mise en Place de huit comités Paix et Médiation

Suite à la formation des femmes en Leadership organisationnel, médiation et mécanismes de prévention des conflits, le Goree Institute a initié la mise en place de comités de Paix et Médiation dans neuf pays, suivant sa dynamique d’accompagner les organisations féminines dans le transfert de leurs compétences sur le terrain. Ces comités ont pour but de mettre les réseaux de femmes en synergie sur le plan national afin de les amener à identifier des conflits sur le plan communautaire et national. Les différentes organisations peuvent contribuer à les apaiser grâce aux outils qui leur ont été transmis durant les ateliers de formation. Les comités ont pour vocation de restituer la connaissance acquise en vue de la transmission des savoirs. À ce stade, huit pays ont mis en place leurs comités Paix et Médiation et dressé puis partagé leur plan d’action annuel.

RÉSULTATS OBTENUS

- Une synergie accrue entre les OSCs nationales de neuf pays de la CEDEAO ;
- Une meilleure connaissance à travers la consolidation des acquis.



Bilan

Le programme Consolidation de la Paix et Prévention des Conflits a mis en place les projets et activités nécessaires à l'accomplissement de ses objectifs.

- Mise en place d'une Plateforme Jeunes ;
- Synergie entre professionnels des médias de l'espace CEDEAO ;
- Création de Comités Paix et Médiation des Femmes dans huit pays ;
- Création d'une dynamique de communication au sein des réseaux des jeunes et des femmes ;
- Mobilisation de plusieurs acteurs de la société civile guinéenne ainsi que des membres du gouvernement sur les conflits liés à la gouvernance des ressources naturelles ;
- Renforcement de capacité de plus de 250 acteurs de la société civile ouest africaine en mécanisme de prévention des conflits et de médiation ;
- Vulgarisation du Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO auprès de 1080 acteurs ;
- Consolidation des acquis et renforcement des liens avec les institutions régionales et internationales ;
- Contribution à la génération de la connaissance à travers la publication d'ouvrages de recherche...

B. ALLIANCE DES INITIATIVES AFRICAINES POUR LA PAIX ET LA STABILITÉ EN AFRIQUE DE L'OUEST

Dans le cadre de son programme **Alliance des Initiatives africaines pour la Paix et la Stabilité en Afrique de l'Ouest**, une formation a été organisée en 2015 par l'Institut. Des moniteurs des six pays de l'Afrique de l'Ouest (la Côte d'Ivoire, la Guinée, la Guinée Bissau, le Mali, le Togo et le Sénégal) ont eu pour rôle de collecter des données sur la base des 111 indicateurs regroupés. Sur la base de ces informations, les données avaient alors été remontées, puis analysées, traitées et publiées dans un rapport périodique sur la stabilité institutionnelle et la sécurité humaine.

Atelier de formation et de mise à niveau des Moniteurs

Cet atelier de formation, organisé du 6 au 8 juin 2016 sur l'île de Gorée, s'inscrit dans cette continuité et vise à mettre à niveau des moniteurs. Il a été organisé dans le souci d'élargir cette initiative au Bénin, au Burkina Faso, et au Niger afin de procéder à une analyse comparative plus approfondie sur le sujet. Ce fut l'occasion de renforcer la capacité des moniteurs déjà formés et d'initier ceux des nouveaux pays afin de permettre à l'ensemble des moniteurs (une vingtaine) d'acquérir le même niveau de compréhension et de connaissance des enjeux et des attentes.

Après une présentation des concepts de stabilité institutionnelle et de sécurité humaine, les participants se sont interrogés sur plusieurs aspects qu'ils ont constatés dans leurs pays respectifs : les sources d'instabilité institutionnelle et démocratique sont multiples et il convient de distinguer des facteurs internes aux États ouest-africains. Ainsi, il a été relevé les défis politico-juridiques et sociaux, le manque d'efficacité en termes de défense et de sécurité, les autorités religieuses comme concurrence de l'État ainsi que le déficit dans le fonctionnement des institutions.

Cependant, les facteurs d'instabilité ne sont pas toujours intrinsèquement liés aux institutions, ils peuvent aussi venir de l'extérieur. Par exemple, le narcotrafic, la prolifération des armes légères et de petit calibre, le terrorisme transnational, l'ingérence des pays développés ou encore les politiques appliquées sur recommandation des institutions internationales comme le FMI ou la Banque mondiale sont concernés. Depuis quelques années, l'Afrique de l'Ouest, qui est devenue une véritable plaque tournante du trafic international de drogue et la sous-région, a fait l'objet de plusieurs attaques terroristes perpétrées par des groupes tels que Boko Haram ou AQMI au Mali, au Burkina Faso ou encore en Côte d'Ivoire.

Les débats sur la stabilité institutionnelle et la sécurité humaine ont donné lieu à une réflexion plus profonde sur la nature même des organisations de la société civile, le rôle qu'elles doivent jouer ainsi que les moyens nécessaires pour y parvenir. Il est intéressant de constater que les perceptions sont divergentes à ce sujet. La société civile a de fortes responsabilités, elle doit être régulatrice pour consolider la démocratie. Cependant, une inquiétude est notée par rapport à certaines prises de positions de ses membres ; car la société civile regroupe des structures variées et toutes ne sont pas légitimes pour s'impliquer dans tous les sujets : elle ne peut pas être juge et partie. Il est nécessaire de réfléchir au sens que doit prendre la société civile pour avoir un réel impact sur la consolidation de la paix et de la démocratie et pour promouvoir la sécurité humaine. Cela peut se traduire par des actions pour influencer les politiques publiques afin qu'elles se conforment aux objectifs identifiés.

Le Cadre de Prévention des Conflits de la CEDEAO (CPCC) a également fait l'objet des présentations. Établie en 2008 dans le but de renforcer l'architecture de la sécurité humaine en Afrique de l'Ouest, cette structure a été mise en place afin d'établir une coopération entre la CEDEAO et ses États-membres pour mettre en priorité dans l'agenda politique la prévention des conflits et l'édification de la paix. Le CPCC est constitué des quatorze composantes suivantes : Alerte Précoce ; Diplomatie Préventive ; Démocratie et Gouvernance Politique ; Droits de l'Homme et Règle de Droit ; Médias ; Gouvernance des Ressources Naturelles ; Initiatives Transfrontalières ; Gouvernance Sécuritaire ; Désarmement Pratique ; Femmes, Paix et Sécurité ; Promotion de la Jeunesse ; Force de Maintien de la Paix de la CEDEAO ; Assistance Humanitaire ; et Éducation à la Paix (Culture de la paix). Au sein de chacune de ces dimensions se trouve un certain nombre d'indicateurs qui servent de base à l'étude de la stabilité institutionnelle et de la sécurité humaine.

La présentation des indicateurs a suscité un certain nombre de remarques concernant leur organisation, leur nombre ainsi que leur pertinence. L'Institut a travaillé à la revue du nombre des indicateurs, réorganisés puis regroupés, pour atteindre un peu plus de 70. Beaucoup de thématiques y sont présentes en filigrane et ont été étudiées lors de l'analyse. Si les ressorts de l'instabilité institutionnelle et les défis de la sécurité humaine peuvent se présenter différemment d'un pays à l'autre, il reste que la logique préventive exige que les différentes dimensions du cadre de prévention des conflits de la CEDEAO doivent être suivies dans tous les pays.

Les points focaux identifiés, lors de l'atelier, ont bénéficié d'un délai jusqu'au début du mois de juillet pour administrer les questionnaires et saisir les données sur la plateforme technologique. Celles-ci ont ensuite été analysées par un statisticien puis par des experts en géopolitique.

En somme, l'atelier a été l'opportunité pour les participants d'acquérir de nouvelles connaissances pour une meilleure maîtrise du questionnaire du Cadre de prévention des conflits ainsi qu'une meilleure appréciation des réponses données par les cibles pour l'amélioration du processus de remontée et d'analyse de données fiables et utiles. L'atelier a donc permis une meilleure préparation des moniteurs pour la deuxième phase du projet qui s'étalait de juillet à septembre 2016 grâce au partage d'expérience des moniteurs de la phase initiale qui ont pu échanger sur les difficultés auxquelles ils ont été confrontés et qui ont donné des conseils pour améliorer le processus.

Lancement de la Phase 2 du projet de Monitoring

La phase 2 du projet de Monitoring de la Stabilité institutionnelle et de la sécurité humaine en Afrique de l'Ouest a été lancée en juillet suite au renforcement de capacité des moniteurs du Burkina, du Niger et du Bénin, ainsi qu'à l'harmonisation de la connaissance et le partage d'expérience avec ceux qui avaient pris part à la première phase du processus.

Une trentaine de moniteurs ont été déployés dans neuf pays de la CEDEAO. Sur la base d'un questionnaire s'inspirant des 111 indicateurs du Cadre de Prévention des Conflits de la CEDEAO (CPCC) regroupés en 73 thématiques puis organisés autour de 14 composantes, les moniteurs ont interviewé 120 cibles dans chacun de leurs pays respectifs. Ces cibles, membres de la société civile, acteurs étatiques, partenaires techniques et financiers, ont pu avancer dans la collecte des informations qui ont été introduites dans une plateforme technologique. Au total, 1080 cibles ont été interviewées et la majorité d'entre elles ont aussi été sensibilisées sur le CPCC.



Une fois toutes les données recueillies, elles ont été traitées par un statisticien avant de subir une analyse géopolitique dont les résultats ont fait état de la situation de la stabilité institutionnelle et de la sécurité humaine en Afrique de l'Ouest. Un score a été établi pour chaque pays sur la base des notes attribuées aux quatorze dimensions du Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO. Ce score détermine la position du pays par rapport à l'Indice de paix et de sécurité de la CEDEAO, pour lequel l'échelle retenue est de 1 à 5, 1 reflétant une situation d'instabilité institutionnelle chronique et 5 une situation idéale de stabilité institutionnelle. Il apparaît ainsi que l'ordre de classement des pays couverts va du plus stable au moins stable : Sénégal (2,72), Côte d'Ivoire (2,5), Burkina Faso (2,43), Togo (2,42), Guinée (2,4), Bénin (2,38), Mali (2,37), Niger (2,31), Guinée Bissau (2,3).

RÉSULTATS OBTENUS

- Amélioration de la connaissance sur la stabilité institutionnelle et la sécurité humaine en Afrique de l'Ouest ;
- Synergie accrue à travers la collaboration des différents moniteurs et points focaux issus d'organisations différentes pour la collecte d'informations ;
- Amélioration de la connaissance sur le Cadre de Prévention des conflits au niveau des cibles interviewées ;

C. GOUVERNANCE POLITIQUE ET PROCESSUS ÉLECTORAUX

Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'actions 2016, l'Axe II Gouvernance Politique et processus électoraux s'est déployé à l'international, fort du capital expérience acquis en matière électorale, mais également de la pertinence du modèle d'accompagnement électoral éprouvé depuis 2012 à travers l'Afrique de l'Ouest, au niveau en Afrique centrale et, enfin, dans l'Océan Indien. Dans le même cadre, l'Institut a organisé et également pris part à plusieurs rencontres traitant de la matière électorale et des processus électoraux en Afrique.

D'emblée, il est très important de préciser que toutes les actions de l'Institut, toutes les initiatives dans le domaine électoral (savoir électoral, savoir-faire électoral, formation, observation, assistance électorale) sont dédiées à la paix et à la stabilité politique en Afrique. Le « design » d'un modèle d'accompagnement électoral incluant toute une batterie d'outils de monitoring et d'observation s'inscrit dans cette logique de contribution, à travers le monitoring et l'observation, à une Afrique paisible et politiquement stable. Dans un autre registre, l'une des activités de l'Institut, qui constitue en outre sa « marque de fabrique », est la recherche et la publication, qui restent des instruments grâce auxquels il parvient à appréhender et à apporter sa contribution scientifique relative aux problématiques de paix, de sécurité, de démocratie et de développement en Afrique.

Enfin, par l'initiation et l'organisation d'un rendez-vous annuel continental à travers le Symposium annuel sur la Gouvernance, la Paix et la Sécurité en Afrique, le Goree Institute compte poursuivre sa mission d'institution optant pour la facilitation multiforme : dialogue, recherche, réseautage, etc.

Rappel des Objectifs stratégiques

Il s'agit d'abord de participer à l'avènement de systèmes électoraux intègres en Afrique par l'instauration de cadres d'échange, de formation et d'interaction multi acteurs comprenant notamment les États, les partenaires techniques, les organisations de la société civile, les organes de gestion des élections, les instances de régulation, etc.

Le second objectif se trouve dans la contribution à une meilleure connaissance des phénomènes contemporains africains par l'instauration d'espaces de dialogue, de réflexion et de recherche.

RÉSULTATS ATTEINTS

Organisation facilitatrice : le Goree Institute, à travers les rencontres nationales (Atelier de capitalisation du RESOCIT), sous-régionales (Atelier de prévention de conflits électoraux), continentales (Symposium annuel), conforte sa position d'organisation facilitatrice, en ce sens que plusieurs organisations de la société civile, plusieurs institutions gouvernementales, des experts dans plusieurs domaines, des instances régionales d'intégration et de coopération, etc. se sont rencontrés et ont abordé moult thématiques de l'heure et exploré des pistes de solutions face aux fléaux et aux défis de l'heure.

Contribution à la Paix et à la Stabilité en Afrique : cette contribution passe par la définition d'un modèle d'accompagnement électoral, la mise en place d'une Unité d'assistance électorale, l'identification et la constitution d'un creuset d'experts électoraux, la publication de documents, etc. Toutes ces initiatives ont découlé d'un constat fait depuis quelques années, de liens évidents, « pavloviens » entre des élections mal organisées et la paix et la stabilité en Afrique.

Positionnement assumé et également reconnu dans l'expertise électorale : ce positionnement découle d'un ensemble d'actions initiées depuis environ deux décennies dans le domaine électoral, allant de l'expertise électorale, à la formation, le savoir électoral et actuellement l'Assistance électorale. Toutes ces actions seront dans les plans d'actions annuels de l'Institut, qui poursuit ses activités dans l'expertise électorale, le savoir électoral, le savoir-faire électoral, l'observation, la formation et l'assistance électorale.

Institution intermédiaire : en se voyant confié des Programmes d'envergure dont la vertu est de renforcer les capacités, d'impulser des dynamiques de regroupement et de mise en réseau, l'Institut se drape indubitablement des atours d'une organisation « intermédiaire », interface entre les OSCs et les institutions internationales (PNUD, UE, etc.).

Consolidation de l'envergure continentale : un Programme d'accompagnement électoral a été mis en œuvre en Union des Comores. Il convient de rappeler que cette expérience vient enrichir un capital tant du point de vue spatial (Océan Indien) que du contenu (modèle électoral inédit). De même, en menant une mission de partage d'expériences au Ghana dans la perspective de l'élection présidentielle qui devait s'y tenir, l'Institut explore de nouveaux espaces et de nouvelles opportunités. Tous ces éléments constituent une dynamique « consolidante » de son ouverture et d'aspiration à être une instance régionale incontournable dans les domaines de la Paix, de la Sécurité, de la Démocratie, du Développement et de la Culture.

Crédibilité et légitimité institutionnelle : de par l'expertise dans plusieurs domaines, avérée, les initiatives entreprises, les programmes de recherche initiés, les alliances nouées, etc., l'Institut a contribué à plusieurs débats dont les desseins sont de participer à la stabilité, la paix et la sécurité en Afrique. Ces contributions ont fini de constituer un élément de crédibilisation et par conséquent de légitimation du Goree Institute au sein de plusieurs espaces. L'illustration de cette légitimité est la capacité de mobilisation avérée de huit des neuf organes de gestion des élections lors de l'atelier sur la Prévention des conflits électoraux organisé au Goree Institute.

Amorce d'un volet important inhérent à sa mission d'organisation catalyseur : même si l'appui au renforcement institutionnel des OSCs africaines fut amorcé depuis des années à travers sa publication « Gérer pour l'autosuffisance », le Goree Institute, dans le cadre du parachèvement du Programme d'accompagnement électoral prodigué à la Plateforme de veille des femmes et des jeunes pour des élections apaisées et crédibles en Côte d'Ivoire, a proposé un module de formation dédié au renforcement institutionnel. Il s'agit d'une activité qui contribuera à clarifier les contours de la Plateforme ainsi mise en place et l'aidera à se projeter au-delà de la problématique électorale.

Symbole de la Collaboration Sud/Sud réussie : par les programmes d'accompagnement, de renforcement de capacités, de partages d'expériences d'une institution du Sud, destinés à des organisations du Sud, le Goree Institute poursuit sa volonté de promouvoir la Collaboration Sud/Sud réussie.

La recherche est une raison d'être de l'Institut et plusieurs programmes en la matière sont abordés. En 2016, à travers une recherche d'envergure sur la problématique de la Démocratie et des Droits de l'Homme en Afrique, l'Institut a conforté sa position d'espace de promotion de la recherche, activité essentielle pour une bonne appréhension des phénomènes.

Activités réalisées

Programme d'accompagnement électoral, Union des Comores, Janvier – Avril 2016

Le **Projet élection** se réalise à travers deux volets permettant la mise en œuvre opérationnelle de ce projet et l'opportunité plus large de donner une intelligibilité à tout ce qui touche aux comportements, aux phénomènes, et aux paradigmes électoraux. Cela se traduit concrètement par : **l'Unité d'assistance électorale** (le volet opérationnel) ; **le Projet du Savoir électoral** (le volet réflexion, recherche, documentation en matière électorale). Le projet démocratique connaît depuis quelques décennies une phase d'universalisation. En effet, la plupart des États à travers le monde ont adopté la démocratie comme système de gestion des citoyens et des institutions : sans être parfaite, elle semble la plus adaptée à l'administration des structures contemporaines et à la gestion des citoyens.

En début d'année 2016, l'Union des Comores était dans une étape ultime de son cycle électoral. Il s'agissait d'élections majeures car permettant de renouveler deux lieux de légitimation des pouvoirs (Gouverneurs et Président). Ces élections constituaient le baromètre à l'aune duquel tous les efforts consentis allant dans le sens de renforcer les acquis démocratiques étaient jaugés. Elles devaient permettre non seulement d'apprécier la qualité et le niveau de performance des institutions, de l'organe de gestion des élections, mais également de juger l'engagement des organisations de la société civile et l'adhésion de tous les citoyens comoriens au processus électoral. C'est dans ce cadre qu'a été mis en œuvre par le PNUD le Projet de renforcement de l'implication des femmes dans le processus électoral. Dans ce dispositif, le Goree Institute a été le partenaire technique qui a appuyé un conglomérat d'organisations de la société civile comorienne avec pour perspective l'observation du processus électoral.

L'objectif général de cette mission était donc de mettre en valeur les capacités des femmes et des jeunes à prévenir ou atténuer tout incident potentiel pouvant susciter des violences électorales, afin d'assurer la tenue des élections crédibles dans un environnement sociopolitique apaisé, à travers la



mise en place et l'opérationnalisation d'une chambre de veille (Situation room) pour la présidentielle et les élections des gouverneurs des îles autonomes qui se sont tenues en février et avril 2016 en Union des Comores.

Les Objectifs spécifiques de cette mission étaient de mettre en synergie tous les acteurs de la société civile qui ont développé une compétence réelle en matière d'observation électorale ; mettre en place une plateforme de femmes/OSC/jeunes pour analyser les informations venant du terrain, élaborer des stratégies et un plan, afin d'anticiper les incidents éventuels pour y répondre rapidement et de manière coordonnée ; mettre en place la Structure de Veille physique et optimiser un système d'alerte précoce le jour du scrutin ; enfin, contribuer à corriger tout dysfonctionnement constaté le jour du scrutin en saisissant les autorités et institutions chargées de l'organisation, de la supervision et de la gestion du processus électoral. 32223 :

Malgré le succès noté dans la mise en œuvre de cette initiative, la mission de longue durée en Union des Comores peut être perçue dans une certaine mesure comme une contrainte car obligeant le coordonnateur du programme à assurer une présence continue. Toutefois, d'un autre point de vue, il s'agit d'un élargissement du réseau de connaissances et d'un rayonnement au-delà de la zone d'intervention de l'Institut. Il s'agit aussi d'une continuité dans l'œuvre à l'instauration d'une Afrique paisible et autosuffisante si l'on sait que les élections aux Comores furent à un niveau de conflictualité relativement élevé.

RÉSULTATS OBTENUS

- Un renforcement de l'expertise des organisations de la société civile en matière électorale est effectif ;
- Dans la perspective des réformes électorales, la société civile comorienne détient une masse critique d'informations (recommandations) faisant d'elle une partie prenante importante ;
- Les scrutins se sont tenus dans un climat apaisé malgré les controverses quant à la publication des résultats et quelques incidents de violence notés durant le 1er tour des gouverneurs et les primaires de l'élection présidentielle ;
- La présence de plusieurs centaines de moniteurs électoraux a constitué un facteur persuasif et dissuasif ayant permis l'instauration d'un climat de confiance ;
- La participation des femmes dans la prévention des conflits est effective à travers la mise en œuvre de ce programme d'accompagnement électoral.

Atelier de capitalisation du Réseau des Observateurs Citoyens (RESOCIT), 17-18 juin 2016

Le Sénégal et sa société civile, du fait de sa vigueur et de son leadership ancrés et affirmés, n'ont pas été en marge de la construction du modèle politique (Démocratie). La contribution de la société civile dans la consolidation des processus politiques au Sénégal est de divers ordres : elle est allée en se renforçant avec l'universalisation du projet démocratique, notamment grâce à l'émergence d'une troisième génération d'intervenants, plus rigoureux et scientifiques, et la présence de personnalités éminentes, reconnues et proactives face aux politiques publiques. Du Réseau des observateurs citoyens RESOCIT (regroupant le Collectif de la société civile pour les élections et le Goree Institute) au début

du processus électoral de 2012, la société civile du Sénégal s'est conçue comme une large plateforme intégrant toutes les initiatives dédiées à l'observation et au monitoring des élections présidentielles et législatives. Ceci lui a valu un tel succès qu'elle fut érigée en exemple à travers toute l'Afrique.

Dans la perspective des futures échéances électorales et dans le cadre des débats connexes au renforcement des acquis démocratiques, la société civile se mobilise afin de mener des activités et d'évaluer les impacts des précédentes initiatives. Le Réseau des Observateurs Citoyens, en collaboration avec l'ensemble des organisations de la société civile ayant participé aux élections de 2012 au Sénégal, initie une rencontre afin de tirer les enseignements de la collaboration précédente, de faire un état des lieux pour une bonne évaluation des activités de monitoring du processus électoral 2012, de poser les jalons d'une collaboration désormais plus formelle et de s'inscrire dans la perspective d'un accompagnement citoyen des futures échéances électorales. Afin d'éviter un émiettement des organisations de la société civile impliquées dans l'observation et le monitoring des élections ou une redondance de ses activités, il est important de clarifier son rôle relatif à son implication dans les processus électoraux au Sénégal et de rediscuter ses contours. Ensuite, il convient d'entamer une démarche de conciliation dans le but d'une synergie plus poussée des actions.

Les 17 et 18 juin 2016, le RESOCIT s'est réuni au Goree Institute afin d'institutionnaliser ce réseau informel et de définir les objectifs stratégiques pour la période 2016-2020. Le but de cette rencontre était de tirer les leçons apprises par le RESOCIT entre 2012 et 2015 et d'identifier les enjeux majeurs des prochaines élections au Sénégal.

L'objectif global de cet atelier était de poursuivre la dynamique d'accompagnement du processus électoral à travers l'évaluation des activités de la Plateforme des organisations de la société civile, initiée par les OSC sénégalaises en 2012. Les objectifs spécifiques étaient d'évaluer les initiatives d'observation et de monitoring des processus électoraux au Sénégal mises en œuvre par les organisations de la société civile ; de formaliser la collaboration des organisations dans la perspective des prochaines échéances électorales (Cadre formel de collaboration RESOCIT) ; d'adopter un Code de conduite et une Charte d'éthique dans le cadre du RESOCIT ; de définir les axes d'intervention commune dans la perspective des prochaines échéances électorales (Programme commun Société civile 2017-2019) ; d'explorer les pistes de collaboration avec les institutions en charge de l'organisation, de la gestion et de la supervision du processus électoral au Sénégal et, enfin, d'instaurer un cadre de suivi des 15 points du référendum. Au cours de l'atelier, la Charte d'éthique a été validée.

Diverses recommandations ont été émises à savoir la mise en place des programmes de renforcement des capacités organisationnelles ainsi que la nécessité pour le RESOCIT de se positionner comme organisation d'utilité publique sur des thèmes précis.

Cette rencontre d'évaluation fut une opportunité pour le RESOCIT de se retrouver, de faire l'inventaire de ses réalisations en 2012 et d'en identifier les limites. Elle a également permis de passer en revue les bonnes pratiques et d'identifier les perspectives d'intervention en matière d'observation et de monitoring électoral autant au Sénégal que dans la sous-région. Par ailleurs, il a été évoqué, durant cet atelier, la limite congénitale inhérente au RESOCIT du fait de son inexistence d'un point de vue juridique. Il était donc important de corriger cette donne. L'adoption d'un Protocole d'entente doit être lue à cet aune et une Charte constitutive fut largement discutée et stabilisée dans la plupart de ses axes. La prochaine étape restera sa finalisation et son adoption à l'occasion d'une Assemblée générale. Enfin, notons la définition d'un plan de travail avec des responsabilités distribuées au sein des différents membres du RESOCIT dans la perspective des futures échéances électorales, dont la plus imminente est l'organisation des élections législatives en 2017.

RÉSULTATS OBTENUS

- Les initiatives d'observation et de monitoring des processus électoraux mises en œuvre au Sénégal par les organisations de la société civile ont été évaluées ;
- La collaboration des organisations dans la perspective des prochaines échéances électorales a été renforcée à travers le Cadre formel de collaboration RESOCIT ;
- Un Code de conduite et une Charte d'éthique dans le cadre du RESOCIT ont été adoptés ;
- Les axes d'intervention commune ont été identifiés dans la perspective des prochaines échéances électorales à travers l'initiative d'élaboration d'un Programme Commun Société civile 2017-2019 ;
- Les pistes de collaboration avec les institutions en charge de l'organisation, de la gestion et de la supervision du processus électoral au Sénégal ont été explorées ;
- Un cadre de suivi des 15 points du référendum a été établi ;
- Une vision claire a été dessinée pour une meilleure implication du RESOCIT dans les processus de paix et de sécurité.

Atelier de formation sur le leadership et la prévention des conflits électoraux

Les violences électorales en Afrique sont à l'origine de nombreuses dérives et de conflits affectant d'abord les femmes et les enfants. L'expérimentation du projet démocratique et l'inventaire élaboré, suite à l'organisation de plusieurs consultations électorales à travers l'Afrique, renseignent sur les difficultés que rencontrent la plupart des États africains à organiser un scrutin selon les standards internationaux sans aucun dysfonctionnement aux différentes étapes du processus. Dans une dynamique de consolidation ou de renforcement des acquis démocratiques, la société civile s'avère une actrice incontournable : avec son rôle d'appoint par rapport à l'État, elle tient une posture de renforcement de ses compétences et se trouve sollicitée de part et d'autre dans sa mission de veille et d'alerte. Elle a principalement un rôle d'observation, à court ou à long terme, nationale ou internationale. L'observation participe à renforcer l'intégrité électorale, à renforcer la confiance des citoyens et à réduire le risque de conflit autour des élections.

L'Afrique dispose de plusieurs instruments dont les objectifs principaux sont de prévenir les conflits électoraux et d'insuffler un esprit de pacification comme le Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO, la Charte africaine pour la démocratie, les élections et la gouvernance et le Protocole additionnel de la CEDEAO pour la gouvernance et les élections. Ces instruments ne sont pas toujours respectés dans leur vision comme en attestent toutes les pratiques déviantes notées de manière souvent systémique. Une analyse stratégique du contexte africain, en proie à plusieurs formes d'instabilités dont les crises électorales, motive le positionnement du Goree Institute dans le domaine de l'assistance électorale conformément à sa vision **d'œuvrer à l'avènement de sociétés africaines ouvertes, paisibles et autosuffisantes.**

L'Unité d'assistance électorale cherche à allier l'action à la réflexion. Elle s'est donc dotée d'une panoplie d'outils permettant d'appréhender certains phénomènes connexes aux questions électorales, notamment la violence électorale et les conflits y afférents, et de définir des stratégies concrètes d'intervention. Le module annuel « Leadership et prévention de conflits électoraux », élaboré depuis 2014, a pu être administré à une cinquantaine d'acteurs ouest africains.

Il s'agissait lors de l'atelier de renforcer les capacités techniques d'une vingtaine de participants issus d'organismes de gestion des élections et d'organisations de la société civile du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, de la Guinée Bissau, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Togo, dans la prévention et la gestion des conflits liés aux élections en Afrique de l'Ouest. Il s'agissait également de rappeler les règles de gestion d'un processus électoral et la maîtrise de la gouvernance électorale dans un climat de tension ; de proposer des approches stratégiques susceptibles d'anticiper et de prévenir les conflits violents liés aux élections ; de présenter le modèle d'accompagnement électoral du Goree Institute dont le dessein premier est de prévenir et de résoudre des conflits électoraux ; d'échanger les expériences et les connaissances ; d'améliorer les connaissances à travers le référencement des meilleures pratiques, des échecs et des problèmes relatifs aux processus électoraux et aux contentieux des élections ; de développer des stratégies pour prévenir et maîtriser les conflits violents avant, pendant et après les élections ; de faire une analyse critique de la situation actuelle et des problèmes connus par les pays ouest-africains et, enfin, de trouver des mécanismes pour utiliser les élections comme moyen de renforcer la démocratie et la bonne gouvernance en Afrique.

RÉSULTATS OBTENUS

- Le partage d'expériences est effectif ;
- Huit organes de gestion des élections ouest africains ont rehaussé de leur présence la rencontre ;
- Présentation et discussion de l'indice de conflictualité développé par Goree Institute ;
- Modèle d'accompagnement électoral du Goree Institute présenté et discuté ;
- Positionnement du Goree Institute reconnu et consacré.

Missions de terrain et activité

- Rapport de Mission d'observation internationale au Togo / Présidentielle 2015

Dans le cadre de son programme Processus électoraux, le Goree Institute a été sollicité au Togo au cours de l'année 2013. Le Programme d'assistance électorale du Goree Institute auprès de la société civile togolaise fut mis en œuvre avec succès lors de l'élection présidentielle. La mission avait pour objectifs de participer à l'amélioration et la crédibilisation du processus électoral togolais par son appréciation sous une perspective sous régionale ; de déployer une mission d'observation internationale au Togo dans le cadre de l'élection présidentielle 2015 ; d'observer, suivre et évaluer le processus électoral à l'aune des normes et standards internationaux ; puis de produire un rapport d'observation internationale à l'issue du scrutin présidentiel.

À la suite de cette mission, le Goree Institute a déployé sur l'ensemble du territoire national une mission d'observation internationale composée de 80 observateurs des États de la sous-région ouest africaine, et produit un rapport final d'observation. Pour être en conformité avec les engagements pris vis-à-vis du partenaire financier, le Conseil de l'Entente, une nouvelle mission fut menée au Togo du 25 au 31 juillet 2016 pour effectuer la dissémination du rapport, ciblant en premier lieu toutes les parties prenantes au processus électoral.

- Participation au Forum mondial de l'observateur citoyen (Belgique) / Union européenne

L'Union européenne a été un partenaire essentiel dans le processus de mise en place et de maturation de l'Unité d'Assistance électorale du Goree Institute. Dans une logique de consolidation des acquis et de capitalisation des collaborations, elle sollicita la présence de l'Institut au Forum mondial de l'observateur citoyen.

Durant cette rencontre de haut niveau, le Directeur exécutif, M. Dia, a fait une communication sur les défis techniques et méthodologiques de l'observation ainsi que sur le modèle d'accompagnement du Goree Institute.

- Participation à l'Atelier bilan Processus électoraux (Union des Comores) / Programme des Nations Unies pour le Développement Union des Comores

Dans le cadre des activités d'accompagnement de l'Unité d'Assistance électorale du Goree Institute, un Programme d'accompagnement électoral fut mis en œuvre sur demande du PNUD Comores.

Les élections présidentielles et des gouverneurs en Union des Comores ont marqué une étape importante de son histoire politique. En effet, à la suite des réformes électorales entamées en 2001, un nouveau cycle de la tournante est entamé. Du fait d'un contexte économique morose et d'un système électoral relativement complexe, la mise en œuvre du Programme d'accompagnement électoral visait une prévention des conflits électoraux et post électoraux en Union des Comores. On peut affirmer que les objectifs spécifiques y afférents ont été atteints.



Dans la perspective de mise en œuvre des politiques publiques dans la phase postélectorale, une session d'évaluation est organisée par le PNUD Comores. L'Institut est intervenu sur trois sessions et a contribué qualitativement à l'amélioration de l'agenda de la rencontre. De même, grâce aux recommandations fort pertinentes formulées dans le rapport de mission du Goree Institute, il lui fut confié la modération des travaux d'ateliers portant sur les futures réformes électorales en Union des Comores. De bonnes perspectives de collaboration se profilent à l'horizon, notamment dans la phase de l'implémentation des politiques publiques.

- Mission de partage d'expériences au Ghana

Le projet démocratique n'est jamais achevé. Les élections sont un baromètre essentiel de sa bonne réalisation, à l'aune duquel se mesure la vitalité démocratique, l'expression de la citoyenneté, l'adhésion du plus grand nombre aux principes démocratiques, mais aussi la pertinence et la performance du système politique en vigueur.

Il existe un lien évident en Afrique entre une société civile vitale et une démocratie consolidée. Cette réalité n'est pas absente au Ghana, pays qui a vécu plusieurs années de gouvernance autocratique avant de connaître une démocratie allant en se renforçant. Ponctué par une période qui peut être qualifiée de transition, le Ghana s'achemine vers un processus électoral important. En effet, il s'agit d'une élection présidentielle de confirmation du leadership qu'il est en train d'occuper dans la sous-région ouest africaine en termes de viabilité de sa démocratie ou de recul de ce système.



L'appréhension et la compréhension du contexte préélectoral au Ghana se sont déroulées dans la perspective du scrutin présidentiel 2016 pour une consolidation des acquis démocratiques et pour l'expression de la citoyenneté par le monitoring, la mobilisation et l'observation. Pour ce faire, l'Institut a rencontré les parties prenantes au processus électoral pour un partage d'informations ; présenté les outils d'observation et de monitoring électoral ; identifié les acteurs clefs du cadre électoral du Ghana afin d'explorer les perspectives de collaboration ; organisé une rencontre sous régionale de partage d'expériences réunissant les partenaires institutionnels et de mise en pratique issus de tous les pays ayant eu à abriter un Programme d'accompagnement électoral du Goree Institute. Il a ainsi joué pleinement le rôle d'organisation facilitatrice et contribué à la consolidation de la démocratie ainsi qu'à l'instauration de la paix et de la stabilité au Ghana et en Afrique de l'Ouest.

- Capitalisation et transfert de compétences à la Plateforme de veille des femmes et des jeunes pour des élections apaisées

Au terme des différents scrutins et dans une perspective de pérennisation de la Plateforme de veille des femmes, le Goree Institute a procédé au transfert de compétences à la société civile ivoirienne : l'Association des femmes juristes de Cote d'Ivoire, Réseau Paix et Sécurité des Femmes de l'espace CEDEAO, Réseau des Jeunes Leaders pour l'Intégrité, Réseau des étudiants sociologues et anthropologues et Parlement des jeunes de l'Union du Fleuve Mano.

La pérennisation de cette initiative ne sera possible que si les acteurs nationaux concernés se l'approprient et que leurs capacités sont renforcées pour leur permettre d'impulser et d'animer la Plateforme sans aide extérieure.

C'est ainsi qu'il a été décidé de parachever la dynamique d'accompagnement amorcée, lors de l'élection présidentielle 2015, par un transfert de compétences effectif et par la constitution d'un pool d'experts électoraux au sein de la société civile ivoirienne.

L'atelier de capitalisation et de transfert de compétences à la Plateforme de veille des femmes et des jeunes pour des élections apaisées a permis de :

- Former les participants aux techniques statistiques pour un monitoring électoral, scientifique et documenté ;
- Former les participants sur les techniques de géolocalisation, à la mise en place d'une plateforme technologique et au webmastering pour un processus électoral transparent et une remontée d'informations électorales en temps réel ;
- Renforcer les capacités des participants pour une bonne maîtrise de l'administration électorale à travers le module de formation Hy - BRIDGE;
- Transférer les compétences liées à une analyse, une maîtrise et une planification de programmes de monitoring et d'observation électorale ;
- Mettre à la disposition des participants tous les concepts et techniques nécessaires à l'animation optimale d'une Structure de veille électorale.

Vingt-cinq thématiques (modules) de formation ont été dispensées aux participants, durant cinq jours. Les objectifs pédagogiques de la formation ont permis d'impulser une autonomisation et de renforcer la Plateforme tant du point de vue institutionnel que de l'expertise électorale.

Cette formation était essentielle pour la Plateforme de veille des femmes et des jeunes pour des élections apaisées et crédibles en Côte d'Ivoire car étant un baromètre pertinent permettant de jauger le niveau d'intérêt suscité par le Programme de monitoring électoral lors de l'élection présidentielle. Elle a aussi permis d'explorer d'autres pistes et thématiques allant au-delà de l'accompagnement des processus électoraux en Côte d'Ivoire, notamment le suivi des politiques publiques.

Par ailleurs, ce fut une occasion pour la Plateforme de se retrouver et de faire un état des lieux des activités exécutées de fixer les responsabilités des uns et des autres, au-delà de l'objectif premier qui fut de transférer effectivement les compétences dans le domaine du management de tout processus électoral.

Dans le souci de consolider cette appropriation et pérennisation, un guide de bonnes pratiques de l'observation et du monitoring sera élaboré. Enfin, il a été recommandé une meilleure coordination et synergie avec les autres plateformes et les participants ont sollicité la poursuite du renforcement institutionnel de la Plateforme.

Pour rappel, au cours de l'élection présidentielle 2015 en Côte d'Ivoire, grâce à l'accompagnement financier et technique du Programme des Nations Unies pour le Développement en Côte d'Ivoire, la Structure de veille électorale fut mise en œuvre grâce l'appui technique du Goree Institute. La Structure de Veille est un processus qui mobilise les femmes et les jeunes afin d'assurer leur participation active, pacifique et démocratique aux processus électoraux, conformément aux résolutions 1325 et 1820 de l'ONU. Elle implique les acteurs électoraux s'engageant à assurer la paix avant, pendant et après les élections. Dans la Structure de Veille, les acteurs sont impliqués dans des actions visant la promotion de la paix, la médiation, la coordination, l'analyse politique, l'observation et la documentation. Elle offre l'occasion d'appliquer la diplomatie et une forme de résolution des conflits entre les acteurs politiques et les parties prenantes pour désamorcer les conflits en réduisant la colère, la peur et la tension et en améliorant la communication et la compréhension mutuelle entre les acteurs.

Toutefois, la Structure de veille n'est que l'ultime activité d'un projet dont l'objectif global fut de contribuer à l'organisation d'élections apaisées et crédibles en Côte d'Ivoire à travers le renforcement des capacités des organisations de la société civile. Cet objectif général était décliné en quatre objectifs spécifiques, à savoir :

- Mettre en synergie tous les acteurs de la société civile qui ont développé une compétence réelle en matière d'observation électorale et constituer une veille active sur l'ensemble du processus électoral, en particulier lors des périodes de pré-campagne, campagne, scrutin et post-scrutin ;
- Mettre en place une plate-forme de femmes/OSC/jeunes pour analyser les informations venant du terrain et pour élaborer des stratégies permettant d'anticiper les incidents éventuels et d'y répondre rapidement de manière coordonnée ;
- Mettre en place une Structure de Veille physique et optimiser un système d'alerte précoce le jour du scrutin ;
- Contribuer à corriger tout dysfonctionnement constaté le jour du scrutin en saisissant les autorités et institutions appropriées afin de réduire le potentiel de conflit électoral.

Ainsi donc, grâce à l'accompagnement électoral prodigué par le Goree Institute, une masse de citoyens a pu bénéficier de manière ponctuelle d'un ensemble d'outils pour une implication effective dans le processus électoral. Cependant, une telle activité d'accompagnement n'a de sens que si la pérennisation et la durabilité sont possibles à travers un transfert de compétences dans la perspective d'une autonomisation de la Plateforme de veille des femmes et des jeunes pour des élections apaisées et crédibles en Côte d'Ivoire.

RÉSULTATS OBTENUS

- Les bonnes pratiques ainsi que les difficultés rencontrées dans le cadre du processus électoral ivoirien ont été identifiées ;
- Les compétences en matière d'observation, de monitoring et de plaidoyer dans le domaine électoral ont été transférées aux organisations membres de la Plateforme de veille des femmes et des jeunes pour des élections apaisées et crédibles en Côte d'Ivoire ;
- Un Programme commun de la société civile ivoirienne membre de la Plateforme a été défini dans le domaine du monitoring électoral et au-delà dans le domaine de la gouvernance et du monitoring de l'action publique.

Symposium annuel sur la gouvernance, la paix et la sécurité en Afrique

Gouvernance, Paix et Sécurité interagissent et s'enrichissent mutuellement. Une mauvaise gouvernance impacte inéluctablement la paix et la sécurité au sein d'un milieu donné, d'un pays donné.

Dans le but de contribuer à l'application réussie de la Charte Africaine de la Démocratie, des Élections et de la Gouvernance de l'Union Africaine et le Protocole A/SP1/12/01 sur la Démocratie et la Bonne Gouvernance additionnel au protocole relatif au mécanisme de prévention, de Gestion, de règlement des conflits, de maintien de la Paix et de la Sécurité dans l'espace CEDEAO, dans lesquelles la paix et la sécurité constituent des défis majeurs pour le développement, le Goree Institute a organisé le 5ème symposium annuel sur les systèmes de conflits et enjeux sécuritaires en Afrique de l'Ouest afin de soutenir la recherche de solutions innovantes et durables aux défis de la paix et sécurité sur le continent. Ce symposium organisé du 24 au 25 novembre 2016, a regroupé une cinquantaine d'experts de la sous-région afin de réfléchir sur les problématiques et enjeux de la sécurité en Afrique.

Pour rappel, l'un des objectifs du Symposium est de fournir une opportunité à un large éventail de parties prenantes de la société civile, du gouvernement du Sénégal, des institutions internationales, de faire partie du processus de production du contenu d'un dialogue inclusif et multi-acteurs capable de faire avancer l'appropriation de solutions africaines à la gouvernance, la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest.

Le symposium du Goree Institute est un forum d'échange annuel qui rassemble des chercheurs et des praticiens de la société civile, des organisations internationales et des médias travaillant sur les questions de Gouvernance, de Paix et de Sécurité, dans un but de servir de cadre de référence aux États, aux OSCs et aux organisations internationales. Le Goree Institute a joué, depuis sa création, un rôle de facilitateur et servi de cadre d'expression des idées. Le symposium annuel est une continuation de toutes les initiatives prises dans la médiation et la facilitation de plusieurs conflits en Afrique. Il s'agit,

dans un cadre plus ouvert et bigarré, d'initier un dialogue politique, un lieu d'anticipation des concepts et paradigmes, des conflits éventuels afin d'entrevoir des solutions. Par ailleurs, dans un souci de documentation de ces rencontres annuelles, des publications ont accompagné ces échanges.

Le 5ème symposium annuel vient boucler une approche quinquennale d'échange, de partage d'expériences, d'étude et de prospective relativement à beaucoup de concepts intéressants les décideurs, le milieu académique, les chercheurs, les acteurs de la société civile en Afrique et dans le monde. Le symposium a permis de produire des recommandations qui informent et alimentent les États et les institutions régionales dans la recherche de solutions pour une mise en œuvre efficace de l'agenda pour la promotion de la paix et de la sécurité dans l'espace CEDEAO.

De même, cette rencontre régionale (ou sous-régionale) annuelle permet de faire le point sur l'état d'avancement de leurs travaux de recherches, des programmes initiés, des actions entreprises ou en cours de réalisation. À l'issue du symposium a été produite la publication axée sur les travaux de recherches qui ont fait l'objet de communication et de débat en vue de faciliter la prise de décision aux différents acteurs concernés. Les problématiques et thématiques suivantes ont ainsi été prises en compte : les tendances actuelles de la démocratie et des droits humains en Afrique ; les défis sécuritaires face aux défis de démocratisation en Afrique ; les menaces sécuritaires en Afrique : état des lieux, manifestations, parties prenantes et perspectives ; les femmes et les jeunes face aux nouveaux défis sécuritaires en Afrique ; le radicalisme religieux et les défis sécuritaires : vers une forme de globalisation ; la gestion des ressources naturelles et environnementales : facteur d'instabilité en Afrique ? Défis, enjeux et perspectives ; Paix, Culture et Démocratie en Afrique : Quels liens ?

Election Présidentielle 2015 : appui technique du Gorée Institute au processus électoral au Burkina Faso

En perspective aux processus électoraux de 2015 dans la sous-région, le Gorée Institute a effectué plusieurs missions pré-électorales et d'évaluation des besoins notamment en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, et au Bénin. Ces missions ont permis au Gorée Institute de rencontrer les parties prenantes au processus électoral ainsi que les organisations de la société civile pour un partage d'informations et l'exploration de nouvelles pistes de collaboration avec toutes les parties prenantes aux processus politiques en cours dans les pays africains. De même ces missions ont permis de produire des rapports d'analyse sur le contexte politique pré-électoral en Côte d'Ivoire, au Bénin et au Burkina Faso ; d'apprécier les capacités des institutions en charges de l'organisation des élections ainsi que le rôle des parties prenantes principales impliquées dans le processus électoral en Côte d'Ivoire, au Bénin et au Burkina Faso ; de bien comprendre les lois électorales et les processus encourageant la participation citoyenne et la tenue d'élections libres, équitables et paisibles ; d'identifier les besoins de renforcements des capacités des parties prenantes notamment les organisations de la société civile par leur mise en synergie ; d'identifier les possibilités de facilitation, de coordination et de management de structures de veille, d'alerte précoce et de réponse rapide en vue de la prévention des conflits électoraux en s'adossant sur les Tics.

En vue de l'élection présidentielle de 2015 au Burkina Faso, le Gorée Institute a appuyé techniquement les organisations de la société civile à mettre en place la Plateforme de Veille pour des Elections Apaisées et Crédibles au Burkina Faso ainsi qu'une Structure de veille électorale. Ce dispositif appuyé par le Gorée Institute a permis de contribuer à des élections libres et équitables. Durant la phase électorale de l'élection présidentielle du 29 novembre 2015 au Burkina Faso, le Gorée Institute a eu à renforcer les capacités des membres de la Commission Electorale Nationale Indépendante du Burkina Faso et des ministères concernés y compris les organisations de la société civile. L'approche de dialogue inclusif et multi acteurs a permis d'avoir des élections justes et équitables dans un contexte socio-politique et sécuritaire difficile.

D. PLAIDOYERS ET PARTENARIATS

Diverses activités de plaidoyer ont été menées à travers les différents programmes du Goree Institute.

- **Plaidoyer régional sur l'instabilité politique en Guinée Bissau**

Suite à la dissolution du gouvernement bissau-guinéen en mai dernier, les organisations de la société civile membres du réseau de l'institut ont, sur la coordination de ce dernier, élaboré une déclaration visant à sensibiliser sur l'état de la situation sécuritaire en Guinée Bissau. Cette déclaration a été harmonisée par les membres, traduite en Portugais et partagée au sein des réseaux respectifs.

- **Plaidoyer régional sur la mise en œuvre du Cadre de Prévention des Conflits de la CEDEAO (CPCC)**

Le plaidoyer a aussi été mené les 23 et 24 août au niveau de la CEDEAO lors de la rencontre régionale organisée par la CEDEAO et le Réseau West africain pour la Paix (WANEP). C'était l'occasion pour l'Institut de partager son expérience sur la mise en pratique du CPCC à travers le partage du document d'analyse des données collectées lors de la phase 1 du projet de monitoring de la stabilité institutionnelle et de la sécurité humaine.

RÉSULTATS OBTENUS

- Meilleure connaissance et sensibilisation sur la situation sécuritaire en Guinée Bissau ;
- Renforcement de la solidarité à travers la synergie créée dans l'élaboration et le partage de la déclaration sur la situation sécuritaire en Guinée Bissau ;
- Meilleure connaissance du CPCC sur le plan régional à travers le partage d'expérience du Goree Institute et de ses leçons apprises lors de la mise en œuvre du CPCC dans la phase 1 de son projet de monitoring ;
- Leadership de l'Institut renforcé à travers sa reconnaissance par la CEDEAO de sa capacité d'usage d'un instrument régional.

- **Mise en place Groupe de travail national pour la mise en œuvre du Cadre de Prévention des Conflits de la CEDEAO (CPCC)**

Le plaidoyer sur la mise en œuvre du CPCC a ainsi permis à l'Institut d'initier la coordination de la mise en place du groupe de travail sur le plan national sous l'impulsion de la CEDEAO. Pour ce faire, 5 organisations et plateformes d'organisations ont été conviées sur l'île de Gorée le 26 septembre 2016 pour une rencontre initiale de réflexion. L'Organisation Nationale des Droits de l'Homme (ONDH), Partners West Africa, l'Université Gaston Berger de Saint Louis à travers son Laboratoire d'Analyse des Sociétés et Pouvoirs/Afrique-Diaspora (LASPAD), le Réseau West Africain pour la Paix (WANEP) ainsi que la Plateforme Nationale du Réseau des Organisations de la Société Civile ont travaillé avec le Goree Institute sur le concept.

• Célébration de la Journée Internationale de la Paix

- Journée de la Paix en Casamance

Le Goree Institute, fort de son expérience dans la recherche et la production de la connaissance, a pris part à la célébration de la Journée Internationale de la Paix organisée par la Plateforme des Femmes pour la Paix en Casamance (PFPC). Cette rencontre avait pour but de consolider les acquis du plan d'action tripartite entre les femmes de la Casamance, celle de la Guinée Bissau et de la Gambie, puis renforcer les liens entre les différents acteurs. Il s'agissait également de soutenir la prise de conscience, l'anticipation et le processus de gestion des menaces qui pèsent sur l'espace sous régional et sur la Casamance en particulier et d'amplifier la sensibilisation auprès des populations sur les questions relatives à la paix.

Ce fut l'occasion pour le Goree Institute de renouveler son partenariat avec les femmes de la Plateforme à travers la présentation d'un panel sur « **Les défis sécuritaires en Afrique de l'Ouest et en Casamance : quels rôles pour les organisations de femmes et de jeunes** » par la Coordinatrice Genre, Paix et Sécurité de l'Institut.

Suite à la richesse des débats soulevés par la pertinence des thématiques, le Goree Institute a été convié à une séance de travail restreinte pour l'identification des points saillants de la présentation en vue de l'élaboration de la feuille de route des femmes dans leur contribution à la prévention des conflits liés aux nouveaux défis sécuritaires.

Le Goree Institute a ainsi renouvelé son engagement pour venir en soutien aux femmes dans leur contribution à la paix dans la sous-région.

- Journée de la Paix au Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et du Sahel (UNOWAS)

Le Goree Institute, dans son rôle de leadership pour le renforcement de capacité, a pris part à l'organisation de la Journée Internationale de la Paix en partenariat avec les organisations de la société civile constituant le groupe de travail Femmes, Paix et Sécurité de l'Afrique de l'Ouest coordonné par le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et du Sahel (UNOWAS). C'était là l'occasion pour l'Institut de contribuer à l'accroissement de la connaissance à travers la diffusion de ses publications sur les questions de paix et sécurité pour le renforcement de la paix en Afrique.

E. RECHERCHE ET PUBLICATIONS

Recherche

Divers travaux de recherche ont été menés au cours de l'année 2016 :

« L'état de la démocratie et des Droits humains en Afrique de l'Ouest »

- Bénin, Burkina Faso, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée Bissau, République de Guinée, Libéria, Mali, Nigéria, Niger, Sénégal, Sierra Léone, Togo

En 2008, le Goree Institute avait mené une étude dans laquelle il faisait l'état des lieux de la démocratie en Afrique. Quatre années plus tard, il devient nécessaire de mettre à jour les données recueillies sur « L'état de la démocratie en Afrique ». Dans la perspective de produire une information exhaustive et complète, il convient d'élargir l'étude à la thématique relative aux Droits de l'Homme si l'on sait le lien étroit existant entre la Démocratie et les Droits humains.

L'objectif principal de cette étude est de faire un état des lieux exhaustif de l'état de la Démocratie et des Droits de l'Homme en Afrique de l'Ouest par la convocation de réalités conjoncturelles et structurelles propres à chaque État ouest africain. De manière plus spécifique, il s'agit de :

- Identifier les différentes parties prenantes du projet de démocratisation ;
- Procéder à une revue sectorielle de chaque pays pouvant renseigner sur l'état de la Démocratie et des Droits de l'Homme en Afrique de l'Ouest ;
- Mettre en exergue les rôles des différents acteurs du processus ;
- Procéder à une analyse de la situation nationale du point de vue institutionnel et légal ;
- Identifier les acquis et les reculs propres à chaque Etat relativement aux questions de Démocratie et de Droits de l'Homme ;
- Identifier les spécificités de chaque pays, pouvant s'inscrire dans une perspective d'instauration d'une démocratie « consociative »;
- Donner une intelligibilité aux phénomènes nationaux porteurs de dynamiques de changement et pouvant durablement impacter le processus de démocratisation ;
- Relever les bonnes pratiques en lien avec la Démocratie et les Droits de l'Homme ;
- Dans la dynamique de co-production de politique publique, faire des propositions ou des recommandations pouvant aller dans le sens d'une amélioration ou d'un renforcement des politiques publiques entreprises, ayant un lien avec les thématiques concernées par l'étude.

Pour rappel, les premiers résultats de l'étude ont été présentés au cours du 5e symposium annuel du Goree Institute sur les systèmes de conflits et enjeux sécuritaires tenu du 24 au 25 novembre 2016. La publication de la recherche est prévue d'ici fin juin 2017.

Publications

Le Goree Institute a compté plusieurs publications au cours de l'année 2016 :

- Étude comparée - Violence électorale en Guinée, au Sénégal et au Togo (97p.)
- Rapport de l'atelier sous régional – Thème: « Le radicalisme religieux et les menaces sécuritaires en Afrique de l'ouest : perspectives nationales et régionales » (94p.)
- Guide de l'accompagnement électoral – Modèle du Goree Institute (89p.)
- Conflit et Paix en Casamance : dynamiques locales et transfrontalières (238p.). Rapport de synthèse des symposiums du Goree Institute (86p.)



Pour rappel, toutes les publications de l'Institut sont disponibles en ligne et en version papier.

Médiathèque

En 2016, le Goree Institute a développé l'informatisation de ses productions, notamment par la mise en ligne de sa médiathèque. Dans sa volonté de partage de connaissances, il est désormais possible d'accéder à l'ensemble de ses études, rapports et publications sur le site www.goreeinstitut.org donc les rubriques « Ressources » et « Médiathèque ».

Le public peut ainsi rester informé sur les différentes actualités de l'Institut, étayées d'une galerie photo, vidéo et audio. Un centre documentaire est également en cours d'alimentation, sur lequel pourront être trouvés l'ensemble des contenus de la bibliothèque du Goree Institute.

R A P P O R T A N N U E L 2 0 1 6

II

TERAL : INSTRUMENT D'AUTOFINANCEMENT

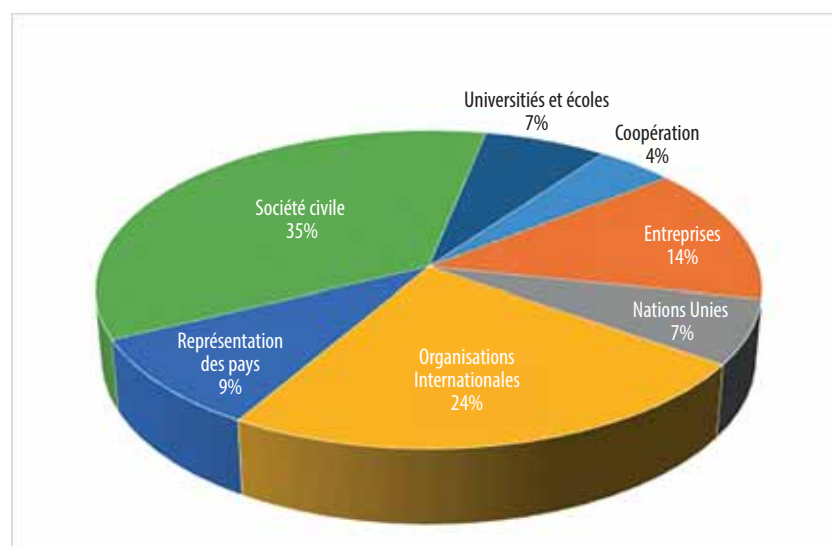
Teral : instrument d'autofinancement

Le département TERAL du Goree Institute constitue l'instrument d'autofinancement de l'Institut, permettant d'atténuer sa dépendance vis-à-vis des partenaires financiers. Ainsi, par ses services de facilitation de conférences, séminaires, et ateliers de formation pour des institutions et organisations externes, il assure au Goree Institute une partie de ses revenus tout en consolidant sa vision d'une Afrique autosuffisante, paisible et prospère.

Au cours de l'année 2016, l'apport de services spéciaux d'infrastructures de conférences à des groupes relativement restreints (de 05 à 50 personnes) a permis à TERAL de couvrir plus de 25% des charges de fonctionnement du Goree Institute. En effet, TERAL a pour objectifs de renforcer sa sécurité et sa stabilité financière en contribuant aux dépenses de fonctionnement et des programmes, et d'appuyer son engagement à s'inscrire dans une dynamique de collaboration régionale et internationale.

Le département cible principalement les institutions internationales et les organisations non-gouvernementales au niveau régional et international, les universités et les institutions de recherche et le secteur privé. À la disposition du monde extérieur, TERAL est un instrument intermédiaire et indispensable au Goree Institute, qui permet de nouer des alliances, réseaux et partenariats entre les institutions bénéficiaires des services de facilitation et les programmes internes.

Le département TERAL a mobilisé ses compétences pour accueillir sur l'île de Gorée nombre d'institutions et organisations. Au cours de l'année 2016, il a ainsi organisé 29 séminaires et réunions professionnelles lors de collaborations avec des clients multi-secteurs. À travers ses activités, TERAL contribue également à la visibilité du Goree Institute.



En 2016, les clients du département TERAL sont constitués en majorité d'organismes internationaux et d'ONG. Ainsi, le Comité International de la Croix Rouge se réfère à TERAL depuis plus de 15 ans pour

offrir des cours d'intégration sur les principes et normes du droit international humanitaires, destinés aux professionnels de l'humanitaire travaillant principalement en Afrique. De même, le Goree Institute a pu faciliter des activités de séminaires au profit d'institutions internationales comme l'OIM, la Banque mondiale, la délégation de l'Union européenne ou encore les ambassades de Suisse, Pays-Bas, France, Grande-Bretagne, Allemagne, Canada, Etats-Unis et Afrique du Sud.

En outre, fort d'un rayonnement national et international mais aussi crédité de résultats probants, TERAL est ouvert aux entreprises du secteur privé, tels que Orange, Deloitte, Auchan et Bayer, particulièrement pour la facilitation de séminaires de Team building.

Se fondant sur les principes qui ont présidés lors de la mise en place du Département TERAL, les programmes internes du Goree Institute restent les premiers partenaires de TERAL. En 2016, six activités programmatiques ont été facilitées par le département, à savoir : Radicalisme religieux, Médiation des conflits, Atelier de formation et de mise à niveau des moniteurs, Leadership et prévention des conflits, et le Symposium annuel qui accueille chaque année près de 80 participants sur l'île.

Lors de ses activités extérieures, comme lors de l'atelier de formation sous-régional « Leadership des Jeunes et Prévention des Conflits en Afrique de l'Ouest », qui s'est déroulé du 20 au 22 juillet 2016 à Abidjan, le département TERAL a également été mis à contribution pour l'appui logistique de l'événement, les relations publiques et la gestion des participants.

Ainsi, en 2016, 1158 visiteurs en provenance essentiellement d'Afrique, d'Europe et des Etats-Unis d'Amérique ont pu bénéficier des services de facilitation du département. Cela témoigne de la capacité organisationnelle du Goree Institute à abriter et à faciliter des conférences et séminaires d'envergure régionale et internationale.

En dépit d'un environnement très concurrentiel, l'année 2016 a été marquée par une hausse de la demande d'activités de séminaires au sein du département TERAL. Pour rappel, TERAL a facilité plus de 29 séminaires dont 59% au profit d'ONG et institutions internationales, 14% au profit de représentations diplomatiques notamment les ambassades accréditées au Sénégal, 7% au profit des centres de recherches et d'universités, et 20 % au profit du secteur privé.

Pour l'année 2017, TERAL ambitionne d'augmenter ses activités de conférence, non seulement par la facilitation de séminaires au profit d'organisations et d'institutions partenaires, mais aussi par la création de nouveaux projets, avec parmi eux, le développement des échanges avec les universités et les services de consultation dans le cadre du programme de gouvernance et de renforcement institutionnel. S'inscrivant dans la volonté de positionner le Gorée Institute comme Centre d'excellence d'ici 2020, ces projets contribueront en outre à la diversification du portefeuille de produits et services offerts par le département TERAL et renforceront ses acquis.

Nos infrastructures



R A P P O R T A N N U E L 2 0 1 6

III

CONCLUSION ET
PERSPECTIVES

Conclusion et perspectives

Par les programmes électoraux ainsi que tous les outils d'observation et de monitoring s'y logeant, le Goree Institute est à sa neuvième expérience d'accompagnement électoral, donc de mise à l'épreuve d'un modèle d'accompagnement dont le dessein est de prévenir et de résoudre des conflits électoraux, cause d'instabilités durables et structurelles en Afrique. L'Institut reste donc dans la dynamique d'accompagnement électoral mais surtout de capitalisation des bonnes pratiques au cours de l'année 2017.

Par ailleurs, dans sa quête d'une Afrique autosuffisante, l'Institut poursuit ses activités de mise à disposition du Savoir et du Savoir-faire dans plusieurs domaines. À terme, il s'agira, à l'image du positionnement dans l'Assistance électorale, d'explorer les pistes d'une mise en place d'un Think and Do Tank, espace qui permettra un niveau de performance réel dans la production du Savoir et du Savoir-faire multidisciplinaire.

Un bref « round up » de la mise en œuvre des différents programmes d'accompagnement électoral à travers l'Afrique, permet, sans prétention, de jauger les prémises d'impacts positifs de ces interventions sur les situations post électorales (paisibles) de ces pays respectifs. Ainsi donc, la poursuite de l'objectif d'une Afrique paisible reste plus que pérnante.

À travers toutes les rencontres organisées en 2016, l'organisation facilitatrice et catalyseur qu'est le Goree Institute poursuit la promotion des idéaux pour lesquels il fut mis en place.

Ainsi, en 2016, plus de 800 citoyens d'Afrique de l'Ouest et de l'Océan Indien ont été formés à diverses thématiques. L'on peut dire qu'il s'agit d'une intervention du Goree Institute par cercles concentriques, les uns influençant les autres, instaurant ainsi un système de réseaux partageant les mêmes valeurs et les mêmes idéaux que ceux de l'Institut.

Par la recherche et les publications, l'Institut rejoint sa volonté de donner de l'intelligibilité aux phénomènes et débats contemporains par la mise à disposition d'informations et données susceptibles d'intéresser les décideurs, mais également le monde scientifique et toutes les parties prenantes aux processus politiques et de développement.

Pour l'année 2017, il s'agira également de mettre l'accent sur le renforcement des capacités et le plaidoyer au niveau national, notamment dans les pays cibles, pour assurer un réel suivi de nos actions sur le terrain et ainsi avoir un impact certain. Pour rappel, le modèle d'intervention du Goree Institute peut se résumer comme un programme d'autonomisation typique, basé sur trois facettes : **Accès** (à l'information et à la connaissance), **Action** (capacité d'une organisation à utiliser les connaissances acquises pour agir) et **Réalisation** (capacité d'une organisation à s'attaquer efficacement aux problèmes identifiés). Cette chaîne générique récurrente de résultats, reflétant le programme du Goree Institute, constitue une représentation exacte de la théorie du changement qui mérite d'être soutenue et renforcée.

En cours de l'année 2017, tout en poursuivant ses efforts dans la recherche, le renforcement des capacités et la facilitation du dialogue politique au niveau sous-régional (espace CEDEAO), le Goree Institute aspire à soutenir les acteurs nationaux dans la réalisation de la pleine participation et représentation des femmes et des jeunes dans les processus de changements démocratiques, de prévention des conflits et de la consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest.

R A P P O R T A N N U E L 2 0 1 6

IV

CONSEIL
D'ADMINISTRATION

Conseil d'administration

Le Conseil d'administration de l'Institut s'est réuni les 2 et 3 septembre 2016 sur l'île de Gorée. Après la revue des activités annuelles, les membres ont discuté et adopté le plan d'actions 2017. La recherche et la consolidation des partenariats a également été abordée.

Andy Wynne

Angleterre

Public Sector
Financial Management Specialist
International Auditor



**Ambassadeur
Saïdou Nourou Ba**

Sénégal

Consultant en Coopération
et Relations Internationales

Mme Ayo Obe

Nigeria

Présidente,
Avocate, militante pour les Droits de l'homme et
la Démocratie, Chroniqueuse



Mme Francesca Bomboko

République Démocratique du Congo
Fondatrice du Bureau d'Études, de
Recherches et de Consulting International
(BERCI)

Rafaël Marques de Morais

Angola

Journaliste, Reagan-Fascell Democracy Fellow, Forum
international pour les études démocratiques, National
Endowment for Democracy



Lucy Mutumba

Muyoyeta,

Zambie,
Sociologue, Ancienne
Présidente de l'APRM

Breyten Breytenbach

France

Conseiller spécial en charge
des projets spéciaux et plaidoyer
Écrivain, artiste, professeur à l'Université de New-York



Michael Savage

Afrique du Sud,

Professeur émérite au Département
de sociologie à l'Université
de Cape Town

R A P P O R T A N N U E L 2 0 1 6

V

ÉTATS FINANCIERS

États financiers

État des recettes et des dépenses

Période : Du 1er Janvier 2016 au 31 Decembre 2016

Monnaie : FCFA

Taux de change 1Euro = 655,957 FCFA

ÉTAT DES DÉPENSES						
						Montant
1	Salaires					182 047 264 F
2	Maintenance					13 789 599 F
3	Utilitaires					19 779 210 F
4	Administration					40 642 489 F
5	Gouvernance					14 499 192 F
6	Équipement					18 594 808 F
7	Activités des Programmes et Teral					553 187 549 F
Total						842 540 111 F

ÉTAT DES RECETTES						1 095 502 400 F
1	Fonds reçus et Revenus					690 079 730 F
	SIDA 2012/2016					203 607 734 F
	PNUD COTE D'IVOIRE 2015					21 476 700 F
	PNUD COTE D'IVOIRE 2016					23 550 000 F
	PNUD COMORES 2016					133 704 078 F
	INSTITUTE OF INTERNATIONAL EDUCATION					25 868 675 F
	TERAL					281 922 543 F
	RÉGULARISATION					-50 000 F
2	Balance d'ouverture (01/01/2016)					405 422 670 F
Solde au 31/12/2016						252 962 289 F